



## ARMÉE

# Plaidoyer pour la régularisation de la paie des militaires inactifs

L'Association africaine de défense des droits de l'homme (Asadho) s'est dite très préoccupée par l'inaction des autorités civiles et militaires face aux accusations faites par les militaires inactifs qui ont, tout récemment, dénoncé le détournement d'une partie de l'argent destiné à la paie de leur solde.

LONG qui stigmatise cette injustice estime qu'il n'est pas acceptable que les personnes qui ont sacrifié leur vie pour la défense de la nation soient traitées de la sorte. L'Asadho dit attendre du chef de l'Etat d'ordonner une enquête sur l'enveloppe salariale réellement destinée à leur paie et que des mesures urgentes soient prises en vue de leur réutilisation et leur réaffectation au sein de l'armée.

Page 3



Des éléments des FARDC

## AGROALIMENTAIRE

## Pas de relance durable sans le projet Bukangalonzo



Première production des vivres à Bukanga Lonzo

La dernière visite d'inspection du Premier ministre, Ilunga Ilunkamba, sur le site n'a fait que confirmer les inquiétudes sur l'incapacité de la RDC à donner un nouveau cap au secteur agricole. Le constat est à la désolation. Les installations sont à l'abandon et la nature a repris totalement ses droits sur ce site agricole.

Cela étant, la RDC est contrainte à développer urgemment des projets agricoles pour diversifier son économie trop dépendante de ses minerais. Il y va de sa survie en tant que pays au regard de l'explosion démographique et des perspectives plutôt alarmantes dans ce domaine

Page 2

## FBCP

## Un S.O.S. en faveur des prisonniers



Quelques prisonniers congolais autorités concernées « à agir très vite pour éviter le drame avec des morts massives qui pointent à l'horizon ».

Dans une énième alerte du genre lancée le 21 août dernier, la Fondation Bill- Clinton pour la paix (FBCP) a dit constater la rupture des stocks en nourriture et en médicaments dans les différentes prisons et maisons de détention du pays. Son président, Emmanuel Adu Cole, qui rappelle que l'Etat congolais doit prendre ses responsabilités, a exhorté les

Il est temps, soutient-il, que les personnes de bonne volonté ainsi que les humanitaires interviennent pour prévenir les évènements, les décès et le soulèvement des personnes en détention.

Page 3

## COVID-19

## Don de trente mille masques de la Corée du Sud à la Monusco

Page 3

## AGROALIMENTAIRE

## Pas de relance durable sans le projet Bukangalongo

La dernière visite d'inspection du Premier ministre, Ilunga Ilunkamba, sur le site n'a fait que confirmer les inquiétudes sur l'incapacité de la RDC à donner un nouveau cap au secteur agricole pour assurer la diversification économique et préparer l'après covid-19.



Première production des vivres à Bukanga Lonzo

Avec ses quatre-vingt mille hectares de superficie, le projet Bukangalongo lancé par l'ancien président Joseph Kabila, le 15 juillet 2014, amenait une petite révolution dans le secteur agricole en RDC. A lui-seul, le projet devait avoir des impacts socio-économiques considérables sur le pays, notamment la facilitation de l'écoulement des produits agricoles, la réduction des pertes post-récoltes par transformation et par écoulement des produits vers les marchés, l'intensification de la

production agricole (grâce à la mécanisation) et l'augmenta-

tion des revenus au niveau local et national. Pourtant, trois ans

« Les machines destinées à survoler des terres agricoles (épandeurs) sont clouées au sol, des tracteurs neufs jamais utilisés et dont les moteurs ont été retirés et montés sur des baleinières privés, des tonnes d'engrais chimiques abandonnées, etc. ».

après son lancement, l'entreprise sud-africaine partenaire

du gouvernement pour la réalisation du projet, Africom Com-

modities, exigeait déjà le remboursement de ses 20 millions de dollars américains. Ce projet devait conduire à la création d'emplois pour dix mille Congolais dans le domaine de l'agriculture extensive entre 2014 et 2019, sans oublier la relance de l'agriculture et l'augmentation de la production alimentaire nationale.

#### Que reste-t-il du projet ?

Il y a d'abord le constat de désolation sur le site qui s'étend dans deux provinces, à savoir le Kwango et le Kwilu. Les installations sont à l'abandon, et la nature a repris totalement ses droits. En se rendant sur place dernièrement, le Premier ministre Ilunga a déploré les détournements honteux : « Les machines destinées à survoler des terres agricoles (épandeurs) sont clouées au sol, des tracteurs neufs jamais utilisés et dont les moteurs ont été retirés et montés sur des baleinières privés, des tonnes d'engrais chimiques abandonnées, etc. ». Pour sa part, l'ancien Premier ministre Mataka Ponyo, qui était aux affaires lors du lancement du projet Bukangalongo, parle bien d'échec : « S'il y a eu mauvaise gouver-

établies et que les corrections soient bien faites ». Il n'a pas exclu d'autres enjeux souvent édulcorés volontairement ou pas. Il y a, par exemple, la lutte acharnée des importateurs des produits alimentaires qui se font un chiffre d'affaires d'au moins un milliard de dollars américains par an. Une éventuelle relance ne ferait pas plaisir à tout le monde.

#### L'agriculture ou rien

Aujourd'hui, la RDC est contrainte à développer urgemment des projets agricoles pour diversifier son économie trop dépendante de ses minerais. Il y va de sa survie en tant que pays au regard de l'explosion démographique et des perspectives plutôt alarmantes dans ce domaine. Pour rappel, la RDC sera l'un des principaux pays à contribuer à l'augmentation de la population mondiale au cours des prochaines années. Profitant de sa visite d'inspection, Sylvestre Ilunga a annoncé la mobilisation des fonds pour la relance de l'agriculture mécanisée sur le site du Parc agro industriel de Bukangalongo. En effet, il n'y a pas de relance possible du secteur agricole sans ce projet phare qui devrait théoriquement être dupliqué dans plusieurs autres provinces RD-congolaises. Dans sa vision, le patron du gouvernement souhaite faire profiter au maximum le pays de ses quatre-vingts millions d'hectares de terres arables, dont seulement 10 % sont exploités au stade actuel. Cette visite précédée de celle du ministre de l'Agriculture dans le même site fait renaître un espoir perdu.

Laurent Essolomwa

nance dans ce projet, il faut que les responsabilités soient

#### LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

#### DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

#### RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ingamout

#### Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo  
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

#### RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :  
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou  
Dury Emilia Gankama (Cheffe de service)

#### RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaïne Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

#### RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimo  
Comptabilité et administration : Lukombo  
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa  
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

#### MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

#### PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

#### INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

#### ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

#### PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

#### Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

#### Commercial Pointe-Noire :

Mélaïne Eta Tonto

Chef de service diffusion de Brazzaville :

Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,

Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé

Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

#### TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

#### INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

#### DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo

#### IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

#### INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

#### LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

#### GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

#### ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo  
Tél.: 06 700 09 00  
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## ARMÉE

# L'Asadho plaide pour la régularisation de la paie des militaires inactifs

**L'ONG note qu'il était « urgent de mettre fin à la discrimination dont ils sont victimes ».**

L'Association africaine de défense des droits de l'homme (Asadho) s'est dite très préoccupée par l'inaction des autorités civiles et militaires face aux dénonciations faites par les militaires inactifs relativement à ce que « ces derniers qualifient de détournement d'une partie de l'argent destiné à la paie de leur solde ». L'ONG, qui dénonce cette injustice, estime qu'il n'est pas acceptable que les personnes qui ont sacrifié leur vie pour la défense de la nation soient traitées de la sorte.

L'Asadho dit, en effet, attendre du président de la République de prendre des mesures urgentes pour que tous ces militaires inactifs soient rendus actifs dans l'armée et d'ordonner une enquête sur l'enveloppe salariale réellement destinée à la paie de ces militaires.



Jean-Claude Katende, le président de l'Asadho/John Bompengo R.O.

L'organisation appelle le ministre de la Défense de veiller à ce que la prochaine paie de ces militaires inactifs corresponde à celle des militaires actifs conformément aux engagements pris par le gouvernement et de prendre des mesures conservatoires contre tout agent de l'armée qui serait impliqué dans le détournement d'une partie de la solde de ces militaires inactifs.

Cette ONG relève, dans son communiqué du début du week-end, qu'en 2006, 49 769 militaires dont plusieurs sont déjà morts à cause de l'état d'abandon où ils sont, ont été mis à la disposition du ministère des Affaires sociales, en attendant leur mise à la retraite par l'autorité compétente, avec le droit au bénéfice d'une solde mensuelle égale à celle des militaires

actifs. Mais, note l'Asadho, malgré leurs revendications orientées en son temps vers le vice-Premier ministre et ministre du Travail et de la Prévoyance sociale (2015), l'Inspection générale des Forces armées de la République (2018), le conseiller spécial du chef de l'Etat en matière de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption et blanchiment des capitaux et financement du terrorisme (2018) et le secrétaire général à la Défense nationale (2020), ces militaires inactifs n'ont jamais été retraités et ne reçoivent pas, jusqu'à ce jour, une solde égale à celle des militaires actifs. Aussi, l'association indique-t-elle que la solde des militaires actifs a été augmentée plusieurs fois alors que la leur n'a pas bougé. « A ce jour, chacun d'eux touche environ 30 mille francs congolais (FC), soit 15 dollars américains (USD), alors que les militaires actifs touchent, pour le

moins gradé, environ 200 mille FC, soit 100 USD », a fait savoir cette organisation qui note que ces militaires estiment que la différence entre leur solde et celle ceux qui sont actifs pourrait être détournée à un niveau donné de la chaîne des dépenses liées à leur paie.

Pour l'Asadho, cette dénonciation appelle à l'ouverture d'une enquête devant déterminer la direction que prend la différence du solde de la rémunération non versée aux soldats inactifs et établir les responsabilités en cas de besoin. « Vu la misère dans laquelle ces militaires inactifs sont placés par le gouvernement congolais, il est urgent que des mesures soient prises pour qu'ils puissent bénéficier de tous les avantages liés à leur statut dans la mesure où c'est l'Etat congolais qui les a mis à l'écart », a insisté l'ONG.

Lucien Dianzenza

## FBCP

## Un S.O.S. en faveur des prisonniers

**La Fondation Bill-Clinton pour la paix (FBCP) exhorte les autorités de la République démocratique du Congo (RDC) à améliorer la situation des prisonniers et d'autres détenus préventifs.**



Des prisonniers dans leur dortoir

Dans cette énième alerte du genre lancée le 21 août 2020, cette association de défense des droits de l'homme établie en RDC a consta-

té la rupture des stocks en nourriture et en médicaments dans les différentes prisons et maisons de détention du pays. Son président

Emmanuel Adu Cole a demandé à l'Etat congolais « d'agir très vite pour éviter le drame avec des morts massives qui pointent à l'horizon ». Pour Emmanuel Cole, « il est temps que les autorités, les personnes de bonne volonté ainsi que les humanitaires interviennent pour prévenir les évasions, les décès et le soulèvement des personnes en détention ». Cet activiste indique « qu'il est plus que nécessaire que le respect des droits des détenus ne soit plus violé comme le cas à répétition ».

Il est, en effet, rappelé que la FBCP mène, depuis quelque temps, un plaidoyer en faveur des prisonniers. Dans cette action, l'ONG appelle à l'amélioration des conditions carcérales et de détention, des procédures devant les juridictions du pays ainsi que l'amélioration des conditions de travail des magistrats et autres personnels de la justice. Depuis l'apparition du coronavirus, la FBCP insiste sur l'application des mesures prises par les autorités congolaises dans le cadre de la riposte à cette maladie dont le désengorgement des prisons et autres maisons d'arrêt, par la libération massive des prisonniers identifiés pour bénéficier de cette mesure.

L.D.

## COVID-19

## Don de trente mille masques de la Corée du Sud à la Monusco

**La remise de cette dotation du gouvernement de la République de Corée s'est déroulée au complexe Utefrica en présence de la patronne de la mission onusienne en RDC, Leila Zerrougui.**



La patronne de la Monusco et l'ambassadeur de la Corée du Sud

Pour Leila Zerrougui, cet appui ne permettra pas seulement à la Monusco de faire son travail et de continuer à rester en contact avec la population mais aussi aux militaires sur le terrain et aux gens qui prennent des risques.

Saluant ce geste, Leila Zerrougui souligne qu'il s'agit aussi d'un message important de soutien qui nous appelle à la solidarité pour faire face à cette pandémie. « La Corée du Sud est un allié qui a aussi vécu les affres de la guerre. Elle s'est souvenu que les Nations unies l'ont aidée à devenir un pays développé », fait-elle remarquer avant d'inviter les Congolais à ne pas perdre espoir. « Continuez à croire

aux institutions de votre pays dans ses capacités et l'ingéniosité pour tourner cette page difficile, mais nécessaire dans l'histoire de chaque peuple », dit-elle

L'ambassadeur de la République de Corée, Kim Kie-joo laisse entendre que ce geste « est posé pour soutenir les œuvres de la mission onusienne en RDC et pour maintenir la paix ». La Corée du Sud, poursuit-il, est un pays responsable et un membre actif des Nations unies. Nous avons une longue histoire de travail. C'est ainsi que nous avons tenu à apporter ces matériels pour soutenir le travail de la Monusco.

Blandine Lusimana

## COOPÉRATION

## Augmentation des exportations de la CAE vers la RDC

L'information est contenue dans une nouvelle étude intitulée «Les opportunités commerciales en République démocratique du Congo», publiée conjointement par le Conseil des entreprises de l'Afrique de l'Est et l'agence allemande de développement.

Les résultats de l'étude établissent que les exportations de la CAE vers la République démocratique du Congo (RDC) s'élevaient à 7,4 milliards USD en 2018. Ce chiffre représente une croissance de 13,1%. La RDC a postulé pour rejoindre la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE). L'étude a ainsi été réalisée dans le but d'accroître les connaissances sur les opportunités commerciales en RDC pour les petites et moyennes entreprises (PME) de la CAE. Selon l'étude, la RDC offre de grandes opportunités de marché aux PME de la CAE pour exporter des plastiques et du caoutchouc, des produits alimentaires transformés, des textiles et du cuir. En soulignant les catégories de produits les plus recherchées, explique-t-on, l'étude permettra aux PME de la CAE de réaligner et de concentrer leurs opérations pour qu'elles correspondent aux opportunités croissantes en RDC. L'étude identifie également les principaux marchés fournisseurs de la RDC, pour permettre aux PME de jauger ou même de se positionner par rapport à la concurrence.

Peter Mathuki, CEO de l'East African business Council a ainsi exhorté les gouvernements des États partenaires de la CAE à créer un environnement



Une vue du port de Dar-Es-Salam/DR

commercial propice pour que les PME puissent accéder au marché de la RDC. Ainsi, a-t-il fait savoir, afin de renforcer et d'officialiser les liens commerciaux, les États partenaires de la CAE doivent accélérer l'admission de la RDC au sein de la CAE

#### Le Rwanda exporte le plus

L'étude indique ainsi que sur les six pays qui composent la CAE, le Rwanda est celui qui a exporté le plus en RDC, avec des exportations qui ont dépassé les 37,4 millions USD, suivies par l'Ouganda qui a exporté des marchandises d'une valeur de 204 millions USD. Pour sa part, le Kenya se classe en troisième position avec 149,8 millions USD de marchandises et de produits exportés, tandis que les exportations de la Tanzanie vers la RDC ont été de 144,9 millions USD. Le Burundi est le pays qui a exporté le moins vers la RDC, avec 18,9 millions de dollars USD selon l'étude.

Les produits exportés par les pays de la CAE vers la RDC comprenaient les huiles de pétrole et les huiles obtenues à partir de minéraux bitumineux, de blé, de riz et de ciment ; la chaux, la chaux éteinte et la chaux hydraulique, les graisses et huiles animales et végétales. Selon l'étude, les exportations d'huiles de pétrole de la CAE vers la RDC croissent plus rapidement que celles d'autres produits. En revanche, les principales exportations de la Tanzanie vers la RDC comprenaient les cigarettes, du nitrate d'ammonium, de la chaux, du savon et des produits tensioactifs organiques, la farine de blé et de meslin. Selon l'étude, la majeure partie du commerce entre la CAE et la RDC est concentrée dans la partie orientale de la RDC, principalement dans les frontières avec l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie. Par ailleurs, l'étude indique que la Zambie, qui n'est pas membre de la CAE, est

le 3e fournisseur des importations de la RDC (866,1 millions de dollars en 2019).

#### Les produits importés en RDC

L'étude révèle qu'en 2019, la RDC a importé des produits alimentaires préparés d'une valeur de 514,2 millions de dollars, dont 33,3% fournis par la Zambie, qui ne bénéficie d'aucun avantage géographique par rapport aux États de la CAE. Dans cette catégorie, les produits les plus recherchés étaient : boissons non alcoolisées (55,2 millions de dollars), sucre de canne brut (49,2 millions de dollars), préparations alimentaires (37,3 millions de dollars) et biscuits sucrés (31 millions de dollars). Dans le domaine du textile, la RDC a importé des produits d'une valeur de 235,7 millions de dollars en 2019, dont 54,6% (128,9 millions de dollars) étaient fournis par la Chine. Dans cette catégorie, les plus recher-

chés étaient les vêtements et accessoires vestimentaires usés (37,2 millions de dollars), tissus unis de coton (23,9 millions de dollars), tissus de fils (9,6 millions de dollars) et pantalons pour hommes ou garçons (7,9 millions de dollars). Pour ce qui est des plastiques et caoutchouc, le marché 2019 valait 284,9 millions de dollars, dont 85 millions de dollars pour les plastiques et les produits en caoutchouc respectivement. Le polypropylène (27 millions de dollars) et les polymères acryliques (24,5 millions de dollars) étaient les plastiques les plus recherchés, tandis que les nouveaux pneus - le type utilisé dans la construction et l'exploitation minière (27 millions de dollars) et les nouveaux pneus - le type utilisé pour les bus et les camions (12,9 millions de dollars) ont été les plus recherchés après dans la catégorie « caoutchouc ». En 2019, des articles en cuir d'une valeur de 24 millions de dollars ont été importés en RDC, dont 21,9 millions de dollars ont été fournis par la Chine. Les catégories les plus recherchées étaient les malles, valises (14,2 millions de dollars) et sacs à main (4 millions USD).

#### Défis commerciaux

En termes de défis dans le commerce avec la RDC, l'étude souligne notamment les défis les plus courants qui sont les retards aux postes frontières dus aux exigences « déraisonnables » en matière d'emballage / d'étiquetage ; la classification ambiguë des produits et les demandes de documents commerciaux supplémentaires ; l'extorsion et les barrages routiers sans reçu.

Patrick Ndungidi

## SEMAINE MONDIALE DE L'ALLAITEMENT

## 50% de nourrissons ne bénéficient pas de lait maternel

Ce constat a été fait par l'administratrice chargée de Nutrition de l'Unicef, Annie Mitelezi, au cours d'une journée d'information organisée dans le cadre de la semaine mondiale de l'allaitement maternel, prévue du 17 au 24 août, à l'intention des professionnels des médias, membres du Réseau des journalistes amis de l'enfant (RJAE).

Quoique les efforts soient fournis pour promouvoir l'allaitement maternel en RDC, certains nourrissons sont privés de ce droit. Ce qui les expose à la malnutrition pouvant entraîner la mort. Selon l'Unicef, il est possible de changer cette tendance. Pour ce faire, explique Annie Mitelezi, les médias ont un grand rôle à jouer dans la sensibilisation de la population pour arriver à atteindre 80% d'allaitement d'ici 2025 selon l'objectif que le pays s'est assigné.

Abordant dans le même sens, le chef de division des interventions au Programme national de nutrition (Pronanut), Toussaint Tusuku Noti, exhorte les médias à encourager l'allaitement maternel exclusif dès l'heure qui suit l'accouchement jusqu'à six mois. De même, l'allaitement maternel continu jusqu'à vingt-quatre mois, encore plus sous la covid-19.

A l'entendre parler, le coût du

non-allaitement en RDC chaque année demeure très élevé. « *Le pays rapporte près de vingt-sept mille décès d'enfants de moins de deux ans causés par la diarrhée et la pneumonie.* ». La tendance de ces chiffres, fait-il savoir, sera inversée si les pratiques d'allaitement maternel optimal sont respectées en RDC. « *Par conséquent, le gouvernement et les partenaires ont l'obligation de faire le plaidoyer pour promouvoir l'allaitement* », recommande-t-il.

La RDC avec l'appui de ses partenaires dont l'Unicef œuvre pour réduire le taux de mortalité infantile. L'allaitement exclusif au sein jusqu'à six mois est l'une des stratégies. C'est dans ce cadre que le ministre de la Santé publique mène, depuis le 17 août, une campagne dénommée « *plus fort avec le lait maternel uniquement* ».

Cette campagne de sensibilisa-



La pratique de l'allaitement maternel doit être encouragée

tion et de plaidoyer vise à améliorer la couverture de l'allaitement maternel exclusif, sans eau afin d'inverser la tendance de la malnutrition au pays. Au cours de cette campagne, il sera question d'informer les autorités politico-administratives, les partenaires techniques et financiers, les ONG, les entreprises, les associations, les médias, les communautés et les familles de l'importance de promouvoir, protéger et soutenir l'allaitement maternel.

Aussi un plaidoyer sera-t-il mené aux niveaux national et provincial avec objectif d'ac-

croître les investissements et les changements politiques en faveur de l'allaitement maternel afin d'atteindre la cible nationale et mondiale d'ici 2025.

#### Les avantages du lait maternel

Les bienfaits de l'allaitement maternel ne sont plus à démontrer. Les différentes études menées dans ce domaine attestent que le lait maternel présente plusieurs avantages aussi bien pour la santé de l'enfant que celle de la mère. La composition du lait maternel est la plus adaptée aux besoins du nourrisson. Elle varie chaque jour afin de s'ajuster à sa croissance et son développement. Le colostrum (le premier lait jaunâtre qui monte juste après

la naissance), contient des substances riches et des anticorps bénéfiques pour la protection du bébé. Il possède également un effet laxatif qui va aider aux premières selles. Grâce à ses apports nutritionnels, l'allaitement maternel procure de nombreux avantages à l'enfant, notamment la protection contre les infections dont les infections digestives, urinaires et pulmonaires, la diminution des troubles digestifs, la baisse des risques d'anémie et de mort subite, la prévention des allergies (eczéma, asthme) chez les bébés prédisposés, la contribution à la synthèse des membranes cellulaires, dont celles du système nerveux central et la réduction des risques d'obésité, de diabète et de problèmes d'orthodontie. Allaiter est également bénéfique pour la maman. En effet, les contractions provoquées par les tétées contribuent à la remise en place de l'utérus. Parmi les autres avantages, on note : une perte de poids, la création d'un lien particulier entre la mère et l'enfant grâce à l'échange, au plaisir et à la tendresse du moment, une diminution du risque d'anémie, de cancer du sein et des ovaires et d'ostéoporose après la ménopause.

Blandine Lusimana

## FORMATION

## Des Congolais à l'honneur à l'Institut des relations internationales du Cameroun

Quatorze ressortissants de la République du Congo viennent de regagner le pays après une formation de dix mois à l'Institut des relations internationales du Cameroun (IRIC) où ils ont occupé la tête du peloton de la 48e promotion des stagiaires en diplomatie et protocole.

Au titre de l'année académique 2019-2020, l'IRIC a accueilli les stagiaires venus du Cameroun, du Congo et du Niger pour la filière diplomatie et protocole. Une option ouverte aux personnels des administrations publiques et privées de divers pays désireux d'améliorer leurs connaissances en relations internationales.

« Cette formation est pour moi une porte d'accès à la grande famille de la diplomatie, car en tant que journaliste il était important de comprendre des mécanismes diplomatiques et des relations internationales », indique Marien Ibara, major de cette promotion.

Concernant la coopération entre le Congo et le Cameroun, il estime qu'elle est « dynamique et constitue un modèle au niveau de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale ».



L'ambassadeur Valentin Olessongo et les stagiaires congolais/DR

Créé en avril 1971, l'IRIC assure la formation des ressortissants camerounais et africains. Il accueille depuis une quarantaine d'années les fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères du Congo

pour des formations en diplomatie et relations internationales.

Avant de rentrer au pays, les quatorze stagiaires congolais ont été reçus à Yaoundé par l'ambassadeur du Congo

au Cameroun, Valentin Olessongo, qui les a congratulés d'avoir honoré le pays en réalisant de bons résultats à l'issue de leur formation. Il s'est engagé à œuvrer pour que les formateurs congolais puissent

**« Cette formation est pour moi une porte d'accès à la grande famille de la diplomatie, car en tant que journaliste il était important de comprendre des mécanismes diplomatiques et des relations internationales »**

participer dans les enseignements à l'IRIC.

Le Congo et le Cameroun disposent des projets d'intérêt commun dans le cadre de leur coopération bilatérale. Les deux pays ont mis au point un projet de route reliant les localités de Ketta (Congo) et Djoum (Cameroun). Cette voie d'intégration sous-régionale est entièrement bitumée du côté congolais.

En matière d'éducation, les deux Etats ont développé le projet de construction de l'université inter-Etats Congo-Cameroun basée à Sangmélina en terre camerounaise. Ils caressent également l'envie de réaliser au niveau de leur frontière commune le projet du barrage hydroélectrique de Chollet d'une capacité de 600MW, ainsi que celui de connexion par fibre optique grâce à l'appui de la Banque africaine de développement.

Christian Brice Elion

## CÉMAC

## Des avancées dans les réformes économiques malgré la Covid-19

La cellule de suivi du Programme des réformes économiques et financières de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (PREF-CEMAC) a fait constater quelques progrès dans l'exécution des mesures lors d'une session ordinaire, tenue récemment par visio-conférence.

Le président de la cellule de suivi, Antoine Ngakegni, a estimé que si des retards ont été observés dans certains piliers du programme dont celui en rapport avec les objectifs à fin 2019, de nombreuses avancées sont cependant à noter dans divers autres avec des résultats probants. On peut citer, entre autres, l'amélioration de la qualité de la dépense publique dans les États, l'élargissement de l'assiette fiscale, l'augmentation du niveau des réserves de change, la fusion des deux marchés financiers de la sous-région, la mise en œuvre de la libre circulation des personnes et des biens, l'application des programmes économiques et financiers soutenus par le Fonds monétaire international dans tous les pays de la sous-région.

D'autres actions nécessitant un temps de réaction plus long restent en cours d'achèvement, à l'instar des lois de finances rectificatives. Toutefois, a poursuivi Antoine Ngakegni, ces efforts ont été mis à rude épreuve par les effets de la pandémie de Covid-19 qui n'a pas épargné la communauté aux plans économique et social.

Pour y faire face, les ministres en charge de l'Economie et des Finances s'étaient réunis au mois de mars dernier à Brazzaville, dans le but d'adopter des mesures urgentes qui devaient permettre aux économies et aux systèmes sanitaires de la sous-région de résister à cette pandémie. Ainsi, des réformes ont pu être réalisées grâce à l'engagement des Etats, au soutien des institutions communautaires et à l'appui déterminant des partenaires techniques et financiers. D'où l'environnement économique sous-régional actuel, certes instable, mais encore sous contrôle.

Le PREF-CEMAC est le cadre de référence et le plan d'action que les hautes autorités de la sous-région ont mis en place en 2016, pour faire face à la sévère crise économique qui a frappé les pays de la communauté au milieu de l'année 2014. La mise en œuvre du PREF-CEMAC repose sur un certain nombre d'actions définies dans sa matrice, élaborée en 2017.

Lopelle Mboussa Gassia

## EDUCATION

## L'École militaire général Leclerc recevra plus d'étrangers

Fort du nombre d'apprenants de plus en plus en hausse venant de plusieurs pays d'Afrique, l'École militaire préparatoire général Leclerc accroît chaque année son prestige à l'échelle du continent. 100% de réussite des élèves dans les classes de passage, cette année.

A l'occasion de la clôture, le 22 août, de l'année scolaire 2019-2020, le directeur des études de cet établissement, Raoul Ngassaki, a précisé que trente-un enfants en provenance de six pays, à savoir l'Angola, le Bénin, le Cameroun, le Niger, la Centrafrique et le Togo ont fait partie des effectifs. Les diplômés ont été remis le 22 août à un échantillon des meilleurs élèves au cours d'une cérémonie de proclamation des résultats qui s'est déroulée sous le patronage du chef d'état-major adjoint des Forces armées congolaises, le général de division René Boukaka.

Le major de la promotion, Essimba Mbela Yvan Benny, a reçu le prix du président de la République. Il a obtenu une moyenne de 17,05. Trois cent trente-trois élèves passent en classe supérieure avec un taux de réussite de 100%, les moyennes varient entre 10 et 17/20. En classe d'examen, 57 présentés au baccalauréat, 47 admis, les moyennes varient entre 10 et 15/20, soit un pourcentage de 82,46%.

Parlant des résultats de cette



Le major de la promotion recevant le prix des mains du professeur Louis BakabadioAdiac

année, le directeur des études, Raoul Ngassaki, a précisé que la situation sanitaire liée à la pandémie de covid-19 a fortement perturbé le calendrier scolaire avec pour conséquence la fermeture, quelque peu inhabituelle, des établissements scolaires et universitaires.

Il a ajouté que les enfants de troupe ont été placés en confinement in situ en application des mesures et recommandations gouvernementales de prévention contre la covid-19 (...). « Par ailleurs, au vu des brillants résultats obtenus par nos élèves, une

convention lie l'école avec le lycée français Saint Exupéry, permettant aux meilleurs d'entre eux d'accéder dans ce prestigieux établissement d'enseignement secondaire français, donnant la possibilité à ceux-ci de poursuivre leurs études dans les grandes écoles militaires ».

A noter que plusieurs anciens enfants de troupe et des invités de marque ont également pris part à cet événement. Par ailleurs, cette promotion a été baptisée au nom du colonel Bernard Ngoyi Moudouhi.

Guillaume Ondzé



REPUBLIQUE DU CONGO

PROJET DEVELOPPEMENT URBAIN ET RESTRUCTURATION DES QUARTIERS PRECAIRES  
(DURQuaP)

Cofinancement Congo/Banque Mondiale

Prêt N° : 8588 - CG

Financement : Prêt BIRD N°8588 - CG

Maître de l'Ouvrage : Ministère de l'Aménagement, de l'Équipement du Territoire, des Grands Travaux

## AVIS D'APPEL D'OFFRES (AAO) N° : CG-DURQUAP-086 BIS-TX-AON

Pays : République du Congo

Nom du Projet : Projet de Développement Urbain et Restructuration des quartiers précaires (DURQuaP)

Prêt n° : 8588 - CG

Nom du marché : Travaux de réhabilitation du marché domanial de Tchiniambi 1 à Pointe-Noire

Appel d'offres : CG-DURQUAP-086 BIS-TX-AON

Date de Publication : le 18 août 2020

Date de dépôt : 17 septembre 2020

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un prêt de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement pour financer le Projet de Développement Urbain et Restructuration des quartiers précaires « DURQuaP » et a l'intention d'utiliser une partie de ce prêt pour effectuer des paiements éligibles au titre du Marché des travaux de réhabilitation du marché domanial de Tchiniambi 1 à POINTE-NOIRE.

2. L'Unité de Coordination du projet DURQuaP sollicite des offres sous pli fermé de la part de soumissionnaires éligibles pour exécuter les travaux de réhabilitation du marché domanial de Tchiniambi 1 à POINTE-NOIRE, en trois (3) lots distincts.

- Lot 1 : Construction des ouvrages architecturaux
- Lot 2 : VRD et Aménagements paysagers
- Lot 3 : Installation photovoltaïque.

Les candidats pourront soumissionner pour une partie ou pour la totalité de trois (3) lots. Ils seront autorisés à offrir un rabais en cas d'attribution de plus d'un (01) lot. L'évaluation sera faite par lot.

3. La procédure d'appel d'offres se déroulera conformément aux procédures d'appel d'offres international spécifiées dans les Directives relatives à la passation des marchés financés par les prêts de la BIRD ou les crédits de l'AID, édition janvier 2011 révisée juillet 2014 ; elle est ouverte à tous les soumissionnaires des pays qui répondent aux critères d'éligibilité, tels que définis dans les Directives.

4. Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès de l'Unité de Coordination du Projet DURQuaP et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse indiquée ci-dessous de 9 heures à 15 heures, heure locale.

5. Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir le Dossier d'Appel d'Offres complet en français en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessus contre un paiement non remboursable de trois cent mille (300 000) francs CFA.

Le paiement devra être effectué par versement d'espèces au compte intitulé « CDco DURQuaP produit DAO » ouvert à la Banque CREDIT

DU CONGO/Brazzaville en indiquant la référence de ce DAO dont les références sont :

Banque	Agence	Compte n°	Clé	IBAN	Domiciliation
30011	00020	90000182786	22	CG39 3001 1000 2090 0001 8278 622	CDco DURquaP produit DAO

Le dossier pourra être retiré au secrétariat du Projet DURQuaP auprès de l'assistante dudit projet sur présentation de la preuve de paiement.

6. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-dessous au plus tard le 17 septembre 2020 à 10 heures locales. La procédure de remise des offres par voie électronique ne sera pas permise. Toute offre reçue en retard sera rejetée. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui le souhaitent à l'adresse ci-dessous à 11 heures, heure locale.

7. Les offres doivent comprendre une garantie de l'offre d'un montant équivalent à :

- Lot 1 : 30 000 000 F.CFA
- Lot 2 : 1 500 000 F.CFA
- Lot 3 : 2 000 000 F.CFA

8. Les exigences en matière de qualifications sont contenues dans le dossier d'appel d'offres.

Une marge de préférence ne sera pas octroyée aux soumissionnaires éligibles. Voir le document d'Appel d'offres pour les informations détaillées.

9. Les (le) Soumissionnaires sélectionnés devront terminer les travaux dans un délai maximum de huit (8) mois calendaires (saison des pluies comprises) maximum à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

Secrétariat DURQuaP

A l'attention du Coordonnateur

Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral, 5ème étage Immeuble Cheick TAMBADOU (à côté de l'Hôtel King Maya) ; Croisement Route de la Base militaire avec le Boulevard Denis SAS-SOU N'GUESSO ; BP : 14 729 - Brazzaville - République du Congo.

Tél : (+ 242) 06 667 22 29 / 22 613 90 36 -

Email : cepdurquapdgg@gmail.com

**Le Coordonnateur  
BATOUNGUIDIO**

## COVID -19

## Asperbras fait don de vivres aux malades et aux personnes en détresse

Le directeur de l'administration financière de la société Asperbras Congo, Rodrigo Reiss, a remis, le 21 août, aux ministres des Affaires sociales et de l'Action humanitaire, Antoinette Dinga Dzondo, et celle en charge de la Santé, Jacqueline Lydia Mikolo, un don de vivres destiné aux malades du Covid-19 et aux personnes en situation de détresse dans les centres d'accueil et d'hébergement.

Composé d'une tonne de viande de bœuf, le don s'inscrit dans le cadre de l'élan de solidarité lancé par les autorités congolaises suite à la crise sanitaire due à la pandémie du coronavirus. La donation sera distribuée dans les différents structures d'accueil et d'hébergement ainsi que celle des personnes âgées pour le compte du ministère Affaires sociales.

Parmi les bénéficiaires figurent aussi les complexes crèche pouponnière et garderie de Mougali III, crèche pouponnière et garderie de Makélé-kélé, le centre de réinsertion et de réinsertion des enfants vulnérables. De même, les structures d'accueil des petites sœurs pauvres, les hospices des sœurs missionnaires de la charité, les hospices de vieillard Paul Kamba, la Maison des seniors Kambissi de Mfilou ainsi que les agents sociaux réquisitionnés font partie des récipiendaires.



Antoinette Dinga Dzondo a expliqué à cette occasion que le don est immense. « Nous avons voulu récep-

tionner ce don avec ma collègue de la santé parce qu'il est destiné aux malades qui sont sous sa tu-

Remise d'un échantillon de vivres aux ministres (Adiac) telle aux personnes vulnérables sous tutelle des Affaires sociales. Le don sera redistribué dans les

heures qui suivent dans les lieux indiqués parce que nous n'avons pas des structures de conservation », a-t-elle dit.

Par ailleurs, la ministre de la Santé et de la Population, Jacqueline Lydia Mikolo, précise que le don sera partagé entre les malades admis dans quatre sites de prise en charge notamment au site de Kintélé, Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville, à l'hôpital municipal Albert-Leyono et à celui de l'amitié sino-congolaise à Mfilou.

Elle a ajouté que le personnel soignant des patients du Covid-19 est également concerné par ce don. « Le geste est la bienvenue car il vient pour soulager en besoin les malades dans les sites de prise en charge qui disposent des structures de restauration des malades et du personnel soignant », a renchéri la ministre.

Lydie Gisèle Oko

## Le point sur la pandémie

Faits marquants, nouvelles mesures, nouveaux bilans : un point sur les dernières évolutions de la pandémie de Covid-19 dans le monde.

L'Amérique latine et les Caraïbes ont franchi à la fin de la semaine la barre des 250.000 décès dus au coronavirus. La région, qui compte 620 millions d'habitants, a enregistré 6,4 millions de contaminations et 250.969 décès.

Des chiffres alarmistes qui ont suscité de nouvelles mises en garde. Pour le président de la Banque mondiale, David Malpass, la crise du Covid-19 pourrait entraîner 100 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté à travers le monde. « Ce nombre pourrait augmenter » si la pandémie s'aggrave ou dure, a-t-il alerté.

## Et de fait, certains indicateurs virent au rouge.

Le PIB du Pérou a plongé de 30,2% au deuxième trimestre après un long confinement pour tenter de freiner la pandémie qui a paralysé la quasi-totalité des activités économiques et plongé le pays dans la récession.

L'économie argentine, troisième d'Amérique latine derrière le Brésil et le Mexique, s'est pour sa part contractée de 12,9% au cours du premier semestre, par rapport à la même période en 2019. L'Argentine avait décrété un confinement de la population le 20 mars, avec un arrêt presque total de l'activité économique. Mais peu à peu, les restrictions ont été assouplies et l'activité économique a repris progressivement.

Le gouvernement canadien de son côté prolonge l'aide aux Canadiens qui ont perdu leur travail durant la pandémie de coronavirus et a dévoilé plusieurs mesures sociales d'un coût total estimé à 37 milliards de dollars canadiens (23,6 milliards d'euros) sur un an. Environ 4,5 millions de Canadiens perçoivent actuellement cette aide gouvernementale qui devait se terminer à la fin du mois d'août. Au Maroc, le roi Mohammed VI a exprimé son inquiétude face à la multiplication exceptionnelle des cas d'infection dans le royaume, en appelant les citoyens à

plus de civisme pour éviter un reconfinement du pays. Le Maroc connaît depuis début trois semaines une flambée des contaminations, avec un millier de nouveaux cas par jour.

En Europe, l'Allemagne a placé une partie des côtes touristiques de la Croatie en zone à risque en raison du nombre élevé de cas d'infections, a annoncé jeudi l'institut de veille sanitaire RKI.

La France pour sa part a durci sa ligne sur le port du masque dans les établissements scolaires pour les plus de 11 ans à la veille de la rentrée des classes dans un pays où les cas détectés positifs au Covid-19 sont en hausse. Le port du masque sera systématique à partir du collège et le ministre de l'Éducation s'est engagé à fournir des masques aux familles aux revenus modestes dont l'allocation de rentrée a été majorée de 100 euros cette année. Les professeurs, quant à eux, seront aussi tenus de porter un masque avec la possibilité de le retirer pour faire cours quand la distance de deux mètres avec les élèves est respectée.

## Le virus continue de progresser en France en revanche le nombre de nouveaux patients contaminés admis dans les hôpitaux français diminue.

Jeudi, le président Emmanuel Macron a estimé qu'il existait des perspectives raisonnables d'obtenir un vaccin contre le coronavirus dans les prochains mois.

La Suède et le Danemark se sont joints à un accord à l'échelle de l'UE avec le groupe pharmaceutique suédo-britannique AstraZeneca pour sécuriser les approvisionnements en vaccins. Bruxelles a aussi réservé 300 millions de doses du vaccin en préparation du Français Sanofi, et 400 millions de celui de l'Américain Johnson & Johnson.

La Russie de son côté a annoncé pour le début de la semaine prochaine des essais cliniques pour son vaccin.

Julia Ndeko avec AFP

## L'OMS et l'Unicef préconisent la réouverture des écoles en Afrique

Les deux organisations ont exhorté, le 20 août, les gouvernements africains à favoriser la réouverture sécurisée des écoles tout en adoptant des mesures limitant la propagation du virus.

Les fermetures d'écoles sans précédent et prolongées dans le but de protéger les élèves contre la Covid-19 leur causent d'autres préjudices, ont alerté l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'UNICEF.

Une enquête de l'OMS portant sur trente-neuf pays d'Afrique subsaharienne a révélé que les écoles sont entièrement ouvertes dans six pays seulement. Elles sont fermées dans quatorze pays et partiellement ouvertes (pour les classes d'examen) dans dix-neuf autres. Une douzaine de pays prévoit de reprendre les cours en classe au mois de septembre, ce qui correspond à la rentrée scolaire dans certains pays. « Tout comme les pays ouvrent des entreprises en toute sécurité, nous pouvons rouvrir les écoles », a déclaré Matshidiso Moeti, directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique lors d'une conférence de presse virtuelle. Mais selon elle, cette décision doit être guidée par « une analyse approfondie des risques afin de garantir la sécurité des enfants, des enseignants et des parents, et par des mesures clés telles que la distanciation physique ». Ce devoir de normalité rappellera ainsi que les écoles « constituent un espace sûr où de nombreux enfants en situation difficile peuvent se développer et s'épanouir ». « Nous ne devons pas nous laisser distraire par nos efforts pour contenir la Covid-19 et nous retrouver avec une génération perdue », a-t-elle insisté.

## Les conséquences d'une « interruption prolongée » des écoles

Cet appel de l'OMS et de l'Unicef intervient alors que plusieurs organisations redoutent déjà les conséquences d'une « interruption prolongée de l'enseignement ». Il s'agit notamment d'une mauvaise alimentation, du stress, d'une exposition accrue à la violence et à l'exploitation, des grossesses d'enfants. Il y a également les difficultés générales liées au développement mental des enfants en raison d'une interaction réduite liée aux fermetures d'écoles.

En Afrique de l'Est et en Afrique australe,

l'Unicef a d'ailleurs constaté une hausse des taux de violence contre les enfants. Dans le même temps, les taux de nutrition sont en baisse, plus de 10 millions d'enfants manquant les repas scolaires.

« Pour les filles, en particulier celles qui sont déplacées ou qui vivent dans des ménages à faible revenu, les risques sont encore plus élevés », souligne l'agence onusienne.

De plus, l'impact socio-économique à long terme de la fermeture des écoles est également préoccupant. Selon des estimations de la Banque mondiale, les fermetures d'écoles en Afrique subsaharienne pourraient entraîner des pertes de revenus à vie de 4.500 dollars par enfant.

« L'impact à long terme de la prolongation de la fermeture des écoles risque de nuire encore plus aux enfants, à leur avenir et à leurs communautés », a déclaré le directeur régional de l'Unicef pour l'Afrique orientale et australe, Mohamed M. Malick Fall. « Lorsque nous pesons le préjudice causé aux enfants tenus éloignés des écoles, et si nous examinons les faits, cela nous conduit à ramener les enfants en classe », a-t-il indiqué.

L'OMS, l'Unicef et la Fédération internationale de la Croix-Rouge ont publié des orientations sur la prévention et le contrôle de la Covid-19 dans les écoles. Ces orientations comprennent des recommandations de mesures de distanciation physique telles que l'échelonnement du début et de la fin de la journée scolaire.

Le document s'est également penché sur l'annulation des événements scolaires qui occasionnent un rassemblement de personnes, l'espacement des tables lorsque c'est possible, la mise en place d'installations pour le lavage des mains. Les trois organisations ont également préconisé le port de masques, la dissuasion des contacts physiques non nécessaires et la garantie que les élèves et les enseignants malades restent à la maison.

Josiane Mambou Loukoulou

## EN LIBYE

## Les autorités rivales annoncent un cessez-le-feu et des élections

Les autorités rivales en Libye ont annoncé séparément vendredi l'organisation d'élections et la cessation des combats, une entente saluée par l'ONU.

Cette annonce surprise est intervenue après plusieurs visites de responsables étrangers en Libye ces dernières semaines. Elle apparaît comme la première entente politique depuis l'accord de Skhirat au Maroc conclu en 2015 sous l'égide de l'ONU et en vertu duquel a été créé le Gouvernement d'union nationale (GNA).

Depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011, la Libye est en proie à des conflits et à des luttes d'influence. Aujourd'hui deux autorités se disputent le pouvoir : le GNA de Fayezi al-Sarraj basé à Tripoli et reconnu par l'ONU, et un pouvoir incarné par Khalifa Haftar, homme fort de l'Est soutenu par une partie du Parlement élu et de son président, Aguila Saleh.

Dans un communiqué, Fayezi al-Sarraj, également président du Conseil prési-

dential, a appelé à la tenue d'«élections présidentielle et parlementaires en mars prochain sur une base constitutionnelle qui bénéficie du consensus de tous les Libyens».

Après plus d'un an de combats meurtriers, Fayezi al-Sarraj a «ordonné à toutes les forces armées un cessez-le-feu immédiat et l'arrêt des opérations de combat sur tout le territoire», ce qui permettra selon lui, de créer des zones démilitarisées dans la région de Syrte (nord) et dans celle de Joufra, plus au sud, toutes deux sous contrôle des pro-Haftar.

Dans un communiqué distinct, Aguila Saleh a annoncé des élections, sans avancer de date, et demandé à «toutes les parties» d'observer «un cessez-le-feu immédiat et d'arrêter tous les combats». Il ne mentionne pas une démilitarisation de

Syrte et Joufra mais propose l'installation d'un nouveau gouvernement qui remplacerait le GNA et serait basé à Syrte, ville natale de Mouammar Kadhafi puis bastion du groupe jihadiste Etat islamique (EI) qui en a été chassé en 2016.

Plusieurs tentatives, parainées par l'ONU et des acteurs internationaux, dont ceux impliqués directement dans le conflit libyen, n'ont pas réussi à faire aboutir à un cessez-le-feu durable ces dernières années.

Même si la Libye d'après-Kadhafi n'est toujours pas dotée d'une nouvelle Constitution, des «élections parlementaires sont en théorie possibles» mais en pratique il serait difficile de réaliser des élections «pluralistes» et dans un climat «serein», estime Jalel Harchaoui, chercheur à l'Institut Clingendael de La Haye. «Saleh demande

un nouveau Conseil présidentiel depuis plusieurs mois (...) Cela, couplé avec un emplacement à Syrte, participerait à un processus qui permettrait petit à petit de transformer Syrte en une capitale administrative» du pays, selon lui.

La question est de savoir si les annonces des deux rivaux seront «pleinement réalisables. (...) Selon toute vraisemblance, la mise en oeuvre sera difficile», affirme Jalel Harchaoui. Dans le conflit, le GNA est soutenu par la Turquie, alors que M. Haftar a l'appui de l'Egypte, des Emirats arabes unis et de la Russie.

En juin, le GNA, aidé militairement par l'allié turc, a réussi à repousser une offensive du maréchal Haftar lancée en avril 2019 pour s'emparer de Tripoli. Le GNA a repris le contrôle de l'ensemble du nord-ouest du pays.

Après l'échec de leur offensive, les pro-Haftar se sont repliés vers Syrte (450 km à l'est de Tripoli), verrou ouvrant la voie vers les principaux sites pétroliers du pays et la base aérienne militaire d'al-Joufra et marquant une ligne de front à mi-chemin entre Tripoli et Benghazi (Est), autre bastion de M. Haftar. Pour l'heure, les combats ont cessé, mais la libre circulation d'armes et de mercenaires continue. Quoiqu'il en soit, la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul) a accueilli «chaudeusement l'entente, appelant à un cessez-le-feu et à la reprise du processus politique».

A l'étranger, le président égyptien, Abdel Fattah al-Sissi, dont le pays a envisagé de déployer des troupes en Libye voisine, a lui aussi salué les annonces libyennes.

AFP



**ABONNEZ VOUS  
GRATUITEMENT**

[www.adiac-congo.com/content/newsletter](http://www.adiac-congo.com/content/newsletter)



SAISISSEZ LE LIEN  
OU



SCANNEZ  
LE QR CODE

AGENCE D'INFORMATION  
D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER  
DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES  
DU BASSIN DU CONGO

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

**ADIAAC  
NEWSLETTER**

L'information du Congo  
et de sa région en un clic !

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir  
la newsletter et restez informé des  
principaux faits marquants de l'actualité

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Gusso  
Brazzaville - République du Congo  
(+ 242) 05 532 01 09  
[info@lesdepechesdebrazzaville.fr](mailto:info@lesdepechesdebrazzaville.fr)

## TOURISME ET HUMANITAIRE

## Des vies humaines ôtées violemment sans cause

Les humanitaires et autres touristes qui se rendent dans les zones à risques en Afrique ou ailleurs savent qu'ils courent un réel danger dans ces endroits déconseillés. Malgré cela, ils sont déterminés à y aller, les uns dans le souci de combler les besoins pressants des populations locales, et les autres, pour favoriser l'envol de la vie socio-économique et culturelle des pays d'accueil. Fort malheureusement, certains d'entre eux périssent au cours de leur mission, tués par des bandes armées.

Aucun pays au monde ne néglige le tourisme, considéré en Afrique et dans les Caraïbes comme un puissant vecteur de croissance, de développement économique et de réduction de la pauvreté. Quant aux ONG à caractère humanitaire, elles exercent des activités variées. Plusieurs d'entre elles comme Acted (Agence d'aide à la coopération technique et au développement) interviennent principalement dans des pays touchés par des conflits ou des catastrophes naturelles, mais aussi dans des zones sujettes à des problèmes de sécurité alimentaire et de santé publique. Pour ce qui est d'Acted, fondée en 1993 et basée à Paris, elle vient de perdre ses collaborateurs au Niger. Cette ONG a développé ses premiers projets à Kaboul, en Afghanistan. L'organisation est désormais présente dans 37 pays et emploie quelque 6.000 personnes à travers le monde, dont Myriam, Stella, Nadifa, Charline, Antonin et Léo, qui ont été tués le 9 août au Niger alors qu'ils n'avaient qu'entre 25 et 31 ans. A l'occasion, leur chauffeur et un guide touristique avaient également été assassinés. C'était à 60 km au sud-est de Niamey, la capitale, lors d'une excursion touristique de l'équipe dans une région qui abrite les derniers troupeaux de girafes d'Afrique de l'ouest. Leur meurtre survenu dans un pays régulièrement frappé par les groupes djihadistes sahéliens, dont l'Etat islamique au



Jean Castex rendant hommage aux humanitaires tués/DR

Grand Sahara, suscite émotion, indignation et provoque des condamnations partout. Il ravive le désagrément de tous contre les terroristes qui ôtent violemment la vie à des humanitaires. « Ces jeunes n'étaient pas des soldats, n'étaient pas armés » et « étaient venus au Niger pour y faire le bien ».

## Acted déterminée à rester au Niger

En Afrique, en Europe et partout ailleurs, l'on a salué la position d'Acted qui, après l'attaque meurtrière contre son personnel, a indiqué qu'elle va suspendre temporairement ses activités dans le pays, mais

La représentante au Niger du Haut-commissariat de l'ONU aux réfugiés, Alexandra Morelli, assure que les ONG n'entendent nullement délaisser leurs activités malgré des contraintes sécuritaires. « Le HCR, à l'instar de l'ensemble des acteurs humanitaires au Niger, poursuivra sa mis-

apportent quelque chose. On a besoin de leur présence, on ne souhaite pas qu'ils quittent le pays à cause de l'insécurité», souligne-t-il.

En 2019, Acted avait, à elle seule, consacré 316 millions d'euros à la mise en œuvre de 419 projets au Niger, selon son rapport annuel. L'année dernière, l'ONG qui emploie 200 salariés dans le pays y a mené une quinzaine de projets dont ont bénéficié près de 232.000 personnes. Elle a notamment réalisé des missions d'accès à l'eau potable, d'aide alimentaire d'urgence ou encore de distribution d'abris pour les populations déplacées en raison du conflit dans les zones des « trois frontières » entre Niger, Burkina Faso et Mali, et du Lac Tchad. Malgré cela, et avant le tragique événement suscité, plusieurs employés d'Acted ont déjà été pris pour cible. Plusieurs membres de l'organisation ont également été pris en otage avant de recouvrer la liberté.

Parmi les ONG installées au Niger figurent Médecins sans frontières, Action contre la faim et le Comité international de la Croix-Rouge. Cette dernière organisation assiste plus de 136.000 réfugiés et déplacés à Diffa (sud-est, où sévit le groupe djihadiste Boko Haram) et à Tillabéri, et facilite l'accès à l'eau potable à 65.000 personnes. Il a également vacciné 3 millions de têtes de bétail.

Nestor N'Gampoula

« Les humanitaires sont très utiles, ils apportent quelque chose. On a besoin de leur présence, on ne souhaite pas qu'ils quittent le pays à cause de l'insécurité »

« Ils y ont rencontré le mal », a dénoncé le Premier ministre français, Jean Castex. « Cette incarnation du mal, la France ne la connaît malheureusement que trop (...), c'est très vraisemblablement la même haine, la même lâcheté, la même inhumanité qui étaient à l'œuvre au Niger et au Bataclan », a-t-il insisté.

n'a aucune intention de s'en aller. « Nous avons décidé de suspendre nos activités (...) Mais il n'est pas question de quitter la région, nous sommes là pour aider les bénéficiaires », a déclaré le président de l'ONG, Frédéric de Saint-Sernin. « Nous nous sentons seuls sur les terrains les plus difficiles », a-t-il ajou-

sion qui vise à aider les populations les plus fragiles », poursuit-elle.

Pour Moussa Tchangari, le responsable d'Alternative espace citoyen, une des plus importantes ONG locales, les réalisations des humanitaires sont très bénéfiques à la population et personne ne souhaiterait les voir partir. « Les humanitaires sont très utiles, ils

## VIENT DE PARAÎTRE

Planification opérationnelle et gestion militaire des conflits internes en Afrique centrale

Quel sens donner aux opérations militaires dans le cadre des conflits internes qui surviennent dans les provinces de manière spontanée ou intentionnée ?

Les interventions de la force publique ne se limitent plus aujourd'hui à de simples actions de force mais agissent dans une approche globale de résolution et surtout de prévention des conflits.

Pour l'essentiel, cet ouvrage s'articule autour des enjeux et défis auxquels sont confrontés les armées actuellement. Pour l'avenir, il est d'un apport considérable dans l'identification des sources de conflits et de leurs causes.

Il tente d'apporter des solutions et des remèdes permettant de tuer les germes des guerres civiles puis de les éradiquer.

L'auteur souhaite participer, par ce livre empreint de son expérience, à plus de réflexion, de prévoyance face à des conflits opposant des citoyens entre eux et menaçant le vivre-ensemble, la citoyenneté et l'Afrique centrale.

Cet ouvrage s'adresse aux états-majors interarmées ainsi qu'aux autres fonctions opérationnelles.

Alain Roger Mossa est né à Brazzaville (République du Congo). Il est détenteur d'un diplôme d'état-major (Académie militaire Marius N'gombo) et d'un certificat en management. Il a servi comme chef de division emploi et opérations en zone militaire de défense n° 4 (Forces armées congolaises). Il est chef de division emploi et opérations à la 40<sup>e</sup> brigade d'infanterie (Forces armées congolaises), chef du Centre opérationnel de la manœuvre des forces armées congolaises Ouhangoua 2010, chef de la cellule situation synthèse au centre opérationnel dans le cadre de la sécurisation des Jeux africains de Brazzaville 2015 et officier dans l'unité du Mérite congolais 1990. Ce livre est sa première publication.

Alain Roger Mossa

Planification opérationnelle et gestion militaire des conflits internes en Afrique centrale

Préface de Dieudonné Omondjo



Harmattan  
Congo-Brazzaville



FONDATION  
GOTÈNE



CRÉATION DE LA FONDATION  
MARCEL GOTÈNE

Marcel Gotène, l'un des plus grands peintres modernes africains du XX<sup>e</sup> siècle prédisait peu avant sa mort en 2013 :

« Mon œuvre contribuera à mieux faire connaître le Congo sur les cinq continents »

Artiste du vivant inspiré des légendes de son pays, son art et son histoire continuent d'exercer une immense fascination en dépit du temps qui passe.

Si le peintre du Cosmos nous a quittés en 2013, son œuvre lui survit et nous raconte sans relâche l'histoire du Congo.

La Fondation Marcel Gotène créée et dirigée par sa famille entretiendra sa mémoire et sa notoriété au-delà des frontières et du temps.

Soutenez la fondation, préservez le souvenir de l'artiste et de son œuvre en faisant un don.

Compte bancaire de la fondation Marcel Gotène  
Banque Congolaise de l'Habitat (BCH) - RIB : 30015-24201-10120001668-71

84, Bd Denis Sassou Nguesso  
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

fondationmarcelgotene@gmail.com  
www.fondationgotene.com





PROJET DEVELOPPEMENT URBAIN ET RESTRUCTURATION DES QUARTIERS PRECAIRES  
(DURQuaP)

Cofinancement Congo/Banque Mondiale

Prêt N° : 8588 - CG

Financement : Prêt BIRD N°8588 -CG

Maître de l'Ouvrage : Ministère de l'Aménagement, de l'Équipement du Territoire, des Grands Travaux

## AVIS D'APPEL D'OFFRES (AAO) N° : CG-DURQUAP-083 BIS-TX-AON

Pays : République du Congo

Nom du Projet : Projet de Développement Urbain et Restructuration des quartiers précaires (DURQuaP)

Prêt n° : 8588 - CG

Nom du marché : Travaux de réhabilitation des établissements publics scolaires de Bernard MOUNTOU MAVOUNGOU et Benjamin PAMBOU à POINTE NOIRE.

Appel d'offres : CG-DURQUAP-083 BIS-TX-AON

Date de Publication : le 18 août 2020

Date de dépôt : 18 septembre 2020.

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un prêt de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement pour financer le Projet de Développement Urbain et Restructuration des quartiers précaires « DURQuaP » et a l'intention d'utiliser une partie de ce prêt pour effectuer des paiements éligibles au titre du Marché de travaux de réhabilitation des établissements publics scolaires de Bernard MOUNTOU MAVOUNGOU et Benjamin PAMBOU à POINTE NOIRE.

2. L'Unité de Coordination du projet DURQuaP sollicite des offres sous pli fermé de la part de soumissionnaires éligibles pour exécuter les travaux de réhabilitation des établissements publics scolaires de Bernard MOUNTOU MAVOUNGOU et Benjamin PAMBOU à POINTE NOIRE, en quatre (4) lots distincts.

- Lot 1 : Réhabilitation de l'Ecole Bernard Mountou Mavoungou
- Lot 2 : Réhabilitation de l'Ecole Pambou Benjamin
- Lot 3 : Forage d'eaux de deux Ecoles Bernard Mountou Mavoungou et Pambou Benjamin
- Lot 4 : Equipement de deux Ecoles Bernard Mountou Mavoungou e Pambou Benjamin

Les candidats pourront soumissionner pour une partie ou pour la totalité de quatre (4) lots. Ils seront autorisés à offrir un rabais en cas d'attribution de plus d'un (01) lot. L'évaluation sera faite par lot.

3. La procédure d'appel d'offres se déroulera conformément aux procédures d'appel d'offres international spécifiées dans les Directives relatives à la passation des marchés financés par les prêts de la BIRD ou les crédits de l'AID, édition janvier 2011 révisée juillet 2014 ; elle est ouverte à tous les soumissionnaires des pays qui répondent aux critères d'éligibilité, tels que définis dans les Directives.

4. Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès de l'Unité de Coordination du Projet DURQuaP et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse indiquée ci-dessous de 9 heures à 15 heures, heure locale.

5. Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir le Dossier d'Appel d'Offres complet en français en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessus contre un paiement non remboursable de trois cent mille (300 000) francs CFA.

Le paiement devra être effectué par versement d'espèces au compte intitulé « CDco DURQuaP produit DAO » ouvert à la Banque CREDIT DU CONGO/Brazzaville en indiquant la référence de ce DAO dont les références sont :

Le dossier pourra être retiré au secrétariat du Projet DURQuaP auprès de

Banque	Agence	Compté n°	Clé	IBAN	Domiciliation
30011	00020	90000182786	22	CG39 3001 1000 2090 0001 8278 622	CDco DURQuaP produit DAO

l'assistante dudit projet sur présentation de la preuve de paiement.

6. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-dessous au plus tard le 18 septembre 2020 à 10 heures locales. La procédure de remise des offres par voie électronique ne sera pas permise. Toute offre reçue en retard sera rejetée. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui le souhaitent à l'adresse ci-dessous à 11 heures, heure locale.

7. Les offres doivent comprendre une garantie de l'offre d'un montant équivalent de :

- Lot 1 : 38 000 000 F.CFA
- Lot 2 : 14 000 000 F.CFA
- Lot 3 : 2 000 000 F.CFA
- Lot 4 : 1 000 000 F.CFA

8. Les exigences en matière de qualifications sont contenues dans le dossier d'appel d'offres.

Une marge de préférence ne sera pas octroyée aux soumissionnaires éligibles. Voir le document d'Appel d'offres pour les informations détaillées

9. Les (le) Soumissionnaires sélectionnés devront terminer les travaux dans un délai de maximum de huit (8) mois calendaires (saison des pluies comprises) maximum à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux

L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

Secrétariat DURQuaP

A l'attention du Coordonnateur

Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral, 5ème étage Immeuble Cheick TAMBADOU (à côté de l'Hôtel King Maya) ; Croisement Route de la Base militaire avec le Boulevard Denis SASSOU N'GUESSO ; BP : 14 729 - Brazzaville - République du Congo.

Tél : (+ 242) 06 667 22 29 / 22 613 90 36 -

Email : cepdurquapdgg@gmail.com

**Le Coordonnateur**

**BATOUNGUIDIO**

**MALI**

## L'OIF condamne le coup de force et appelle au rétablissement de l'ordre constitutionnel

La secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie, Louise Mushikiwabo, a condamné « fermement » la prise de pouvoir perpétrée par des militaires au Mali, qui a conduit à la démission du président Ibrahim Boubacar Keïta.

Elle a condamné également la détention du président Keïta et appelle à nouveau à sa libération immédiate ainsi qu'à celle des autres autorités qui ont été arrêtées. « Cette remise en cause de l'ordre constitutionnel n'est pas acceptable pour la communauté francophone, attachée aux principes de la démocratie et de l'Etat de droit », a-t-elle déclaré. Elle rappelle que conformément aux dispositions de la Déclaration de Bamako du 3 novembre 2000, la Francophonie « condamne toute prise de pouvoir par la violence, les armes ou toute autre moyen illégal ».

Louise Mushikiwabo appelle au rétablissement de l'ordre constitutionnel « dans les meilleurs délais » et demande « le retour immédiat à un pouvoir civil ». Elle souligne et insiste sur la nécessité de préserver les vies humaines et de protéger les populations contre toutes formes de violences. Elle encourage, par ailleurs, l'en-

semble des parties prenantes à engager un dialogue pacifique afin de mettre fin à la crise actuelle et de trouver une solution durable aux difficultés auxquelles fait face le pays. Au nom de la famille francophone, elle rappelle qu'il est « important que le peuple malien soit écouté et ses attentes prises en considération tout au long de ce dialogue ».

La secrétaire générale réaffirme « le plein soutien » de la Francophonie aux efforts engagés par les partenaires internationaux, en particulier la Cédéao, l'Union africaine et les Nations unies.

En contact étroit avec les partenaires régionaux et internationaux engagés dans le règlement de la crise, Louise Mushikiwabo demeure « pleinement saisie » de la situation au Mali qu'elle portera dans les prochains jours devant les instances de la Francophonie, en application des dispositions de la Déclaration de Bamako.

*Yvette Reine Nzaba*

**AVIATION CIVILE**

## La situation se dégrade en Afrique

L'Association du transport aérien international (IATA) a publié de nouvelles données indiquant que l'impact de la pandémie de Covid-19 sur l'industrie et les économies de l'aviation en Afrique est beaucoup plus élevé que celui constaté au printemps.

Les pertes d'emplois dans l'aviation et les industries connexes du continent africain pourraient augmenter jusqu'à 3,5 millions, estime le lobby dans ses prévisions mises à jour et publiées le 13 août 2020. C'est selon son communiqué « plus de la moitié des 6,2 millions d'emplois liés à l'aviation dans la région, et 400.000 de plus que l'estimation précédente ». Le trafic aérien de l'année 2020 devrait chuter de 54% (plus de 80 millions de passagers) par rapport à l'année dernière, légèrement pire que les -51% prévus auparavant. Le PIB soutenu par l'aviation dans la région pourrait perdre jusqu'à 35 milliards de dollars ; l'IATA avait précédemment estimé une baisse de 28 milliards de dollars.

Sur les principaux marchés nationaux, les dernières perspectives de IATA Economics en Afrique se sont également détériorées depuis la précé-

dente évaluation en juin. Par exemple, le nombre de passagers, les emplois à risque et les impacts sur le PIB des cinq plus grands marchés africains ont diminué pour tous les paramètres : l'Afrique du sud, le Nigeria, le Kenya, le Rwanda, et l'Ethiopie.

« Le Covid-19 a dévasté les économies africaines et a pratiquement paralysé la connectivité aérienne à travers le continent. Et la situation empire. Les conséquences économiques résultant d'un continent déconnecté sont graves. Des millions d'emplois et de moyens de subsistance sont menacés dans les entreprises familiales. Pour la reprise économique et la prospérité future de l'Afrique, il est essentiel d'accélérer le redémarrage en toute sécurité de l'industrie », a déclaré Muhammad Al Bakri, vice-président régional de l'IATA pour l'Afrique et le Moyen-Orient.

*Noël Ndong*

# IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET
NUMÉRIQUE
SÉRIGRAPHIE
PELLICULAGE
DOS CARRÉ COLLÉ
CONCEPTION GRAPHIQUE



## UNE LARGE GAMME DE PRODUITS



Journaux



Magazines



Cartes de visite



Livres

Calendriers

Flyers, Affiches

### PRESSE

Quotidiens  
Hebdomadaires  
Mensuels  
Numéros spéciaux...

### OFFSET

Chemises à rabat  
Magazines  
Livres  
Dépliants  
Documents administratifs  
Calendriers  
Flyers  
Affiches  
Divers

+242 06 951 0773  
+242 05 629 1317  
imp.bc@adiac-congo.com

B4, boulevard Denis-Sassou-N'Goussou  
Brazzaville - République du Congo

## NÉCROLOGIE



Marcel Malambo et la famille Missetété ont le profond regret d'annoncer aux parents, amis et connaissances de Brazzaville, Pointe-Noire, Mossaka, Litombi, Boyoko Biri et Tchikapa, le décès de Daniël Égnété Missétété survenu le 14 août 2020 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient à Ouenzé, au n° 127, rue Makoua, au croisement de l'avenue Miadéka et la rivière Madoukou.

L'inhumation aura lieu ce mardi 25 août au cimetière Bouka, à Brazzaville.

## CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Salim Ibn Nouradine.

Je souhaite m'appeler désormais Tamboula Salim Ibn Nouradine.

On m'appelle Yasmine Fatouma Nouradine.

Je souhaite m'appeler Tamboula Yasmine Fatouma Nouradine.

Que toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra s'opposer dans un délai de trois mois.

## RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

## Vingt-sept agents formés au développement touristique

Prévus du 26 au 1er avril, les ateliers de formation ont finalement pris fin le 15 juin, après une interruption le 7 mars en raison du confinement général causé par la Covid-19. La cérémonie de remise des diplômes placée sous les auspices de la ministre du Tourisme et de l'Environnement, Arlette Soudan-Nonault, s'est déroulée le 19 août à Brazzaville.



La ministre posant avec les cadres et agents du ministère du Tourisme (crédit photo/MTE)

Initiés par le ministère du Tourisme et de l'Environnement, dans le but de renforcer les capacités de ses agents, ces ateliers de formation ont été animés par le cabinet Eci-form-Services. La ministre de tutelle a indiqué que sur un panel de près de seize formations qui lui ont été soumises, elle en a choisi sept. La gestion du courrier ; les fondamentaux et le perfectionnement du métier de secrétaire et d'assistant de direction ; l'éthique et la déontologie administratives dans les lieux de travail ; les techniques de rédaction administratives ; l'archivage et le classement des documents papiers et numériques font partie de différents thèmes abordés au cours de cette formation. Le cabinet Eci-form a encoura-

gé la ministre Arlette Soudan-Nonault à continuer dans cette lancée pour l'amélioration des performances des administrations publiques, dans le cadre de la Gestion axée sur les résultats. Des recommandations ont été prises à l'issue de cette formation. Il s'agit, entre autres, de l'organisation des séances d'échanges par l'ensemble des participants ayant pris part aux différentes formations ; la mise en place d'un plan d'action au niveau du cabinet de la ministre dans le but d'améliorer les techniques de travail, de capitaliser et de pérenniser les compétences acquises lors des formations ; la souscription en fonction des disponibilités financières des services de coaching et d'accom-

pagnement personnalisé des participants des deux premiers modules et celui de l'archivage ; la souscription à une formation sur les techniques de gestion de temps et des priorités.

Après avoir reçu leurs attestations, les apprenants ont loué l'initiative du ministre visant à renforcer leurs capacités.

Notons que le cabinet Eci-form-services, créé par des Congolais évoluant dans le renforcement des capacités des cadres des administrations publiques et privées depuis plusieurs années, dispose d'une base de données de près de trois cents experts congolais qualifiés dans plusieurs domaines, très expérimentés.

Bruno Okokana

## RENCONTRE MUSICALE

## L'édition 2020 d'ACCES annulée

Organisée par la Fondation Music In Africa (Miaf), la conférence musicale « ACCES » a été décalée pour 2021 à cause des risques liés à la pandémie de Covid-19 en Afrique et dans le monde.



Eddie Hatitye, directeur de la Fondation Miaf (au centre) lors d'une conférence concernant ACCESDR

La conférence musicale annuelle devait avoir lieu à Dar es-Salaam, en Tanzanie, du 26 au 28 novembre. Suivant l'évolution de la pandémie de coronavirus depuis le début, la direction et le conseil d'administration de la Fondation ont jugé bon, dans le but d'assurer la sécurité des délégués, des artistes et de toutes les autres personnes impliquées dans l'événement, de reporter le rendez-vous. « C'est avec une grande tristesse que nous annonçons l'annulation d'ACCES cette année. Sa quatrième édition aura toujours lieu à Dar es-Salaam, en Tanzanie, mais du 25 au 27 novembre 2021 », a annoncé Eddie Hatitye, directeur de la MIAF, dans un communiqué.

La décision d'annuler l'événement cette année se justifie également par les interdictions de voyage en vigueur dans le monde entier, qui pourraient empêcher les partici-

pants et l'équipe organisatrice de voyager librement vers et depuis le pays hôte. « Nous avons soigneusement analysé nos différentes options et nous pensons que notre plus grand devoir est d'assurer la sécurité de chacun. ACCES vise à mettre en relation les acteurs de l'industrie musicale du monde entier afin de créer des opportunités pour nos talents africains. Il est clair que nous ne pouvons pas atteindre cet objectif cette année. Nous avons également décidé qu'il n'y aura pas d'édition en ligne », a souligné Eddie Hatitye.

Pourtant, tout n'est pas perdu pour les participants sélectionnés. La fondation Miaf garantit la participation, lors de la prochaine édition, des personnes qui ont été sélectionnées pour la conférence 2020 : artistes, intervenants, présentateurs, stagiaires et autres. Les délégués et exposants

qui se sont déjà inscrits à l'événement verront également leurs inscriptions reportées à l'année prochaine.

ACCES est un événement panafricain dédié aux collaborations, échanges et show cases dans le secteur de la musique africaine. Il a lieu chaque année dans une ville africaine différente et attire des acteurs professionnels de l'industrie de toute l'Afrique et du monde entier. L'année dernière, la conférence s'est tenue à Accra, où plus de 2 700 personnes de 50 pays se sont réunies dans la capitale ghanéenne pour échanger des idées, découvrir de nouveaux talents du continent et de la diaspora et créer des liens commerciaux. La conférence est organisée par la Fondation Music In Africa, une organisation panafricaine à but non-lucratif, en partenariat avec Siemens Stiftung et avec le soutien du Goethe-Institut.

Merveille Atipo

## MUSIQUE SACRÉE

## « Shamma, roi d'Israël » sort dans les bacs le 24 août prochain

Composé de six titres, l'album gospel « Shamma, roi d'Israël » de l'artiste Agapé Ngoma sort officiellement, en version physique et numérique, ce 24 août. C'est une expression de reconnaissance et d'élévation de la grandeur du créateur.



Après deux albums, « Mon jour de miracle » et « Bless the lord », sortis respectivement en 2002 et 2019, Agapé Ngoma revient au-devant de la scène avec son opus « Shamma, roi d'Israël », fruit d'une production de la maison « MNOP ». Le maxi single présente cinq titres inédits et un titre phare de son premier album « Mon jour de miracle ». Quelques titres de cette œuvre, notamment « Etonnant Yeshua » et « Bless the lord », sont disponibles depuis quelques mois sur sa page Facebook et sa chaîne YouTube en attendant la sortie officielle de l'album le 24 août.

« Shammah, roi d'Israël, est l'expression de la présence de Dieu parmi nous et la possibilité de nous tourner vers lui pour tous nos besoins, qu'importe le moment ou le lieu. Je pense que cet album arrive aussi à point nommé, en cette période de pandémie où les hommes se sentent confus. Dieu est notre abri et notre secours, ne l'oublions jamais », a déclaré Agapé Ngoma, auteure de l'album.

«...J'invite donc le public à écouter et consommer mon actuel maxi single, ainsi qu'à me faire également part de leurs remarques et suggestions »

Née dans une famille chrétienne pratiquante et bercée toute son enfance par la croyance religieuse de ses parents et l'activité artistique de son père, c'est donc naturellement qu'Agapé Ngoma, la quarantaine révolue, chante pour la gloire de Dieu. Le gospel est son genre musical artistique dans lequel elle porte sa voix avec beaucoup de passion. Son talent dans le chant religieux qu'elle exprime aisément en lingala, kituba, français, anglais et même dans sa langue maternelle, lui a déjà valu la distinction du meilleur artiste Gospel attribué en 2003 au Bénin, lors du Trophée Hosoma. Aussi, en 2004, elle fut nominée aux Kora Awards de la musique africaine dans la catégorie meilleur Gospel féminin. Mariée et mère de trois enfants, Agapé Ngoma est titulaire d'une licence en droit des affaires et carrières judiciaires et d'un Brevet de technicien supérieur en journalisme bilingue. Aujourd'hui, elle partage sa vie entre sa famille, son travail, son assemblée religieuse, l'animation de sa fondation « Compassion of Christ international » et sa carrière musicale. « Malgré un climat peu favorable aux affaires de toute nature, je me suis battue pour avoir un produit fini plaisant. J'invite donc le public à écouter et consommer mon actuel maxi single, ainsi qu'à me faire également part de leurs remarques et suggestions », a confié Agapé Ngoma.

M.A.

## VIE DES PARTIS

## Le PCAP poursuit la restructuration de ses instances

Le président de la fédération de Brazzaville du Parti pour la concorde et l'action politique (PCAP), Guy Felix Manckoundia, a installé le 21 août les membres du bureau de la section Mougali dans leurs fonctions.



Guy Felix Manckoundia intronisant les nouveaux élus/Adiac

Le bureau que préside Jean Felix Tchicaya est composé de cinq membres. Il est secondé par André Miansinsa et Christian Milandou aux postes de secrétaire à l'organisation puis secrétaire à l'administration. Teddy Toussaint Seckolet est secrétaire aux sports et loisirs alors que Thérèse Moutou est nommée trésorière. « Je remercie Dieu qui a permis que cet évènement se déroule comme prévu. Dès maintenant, nous nous engageons au rayonnement et à la pérennisation de notre parti à Mougali. La lutte contre le coronavirus fait partie aussi de notre combat », a indiqué Jean-Felix Tchicaya président de la section Mougali.

De même, il a été élu une commission de contrôle et évaluation, dirigée par Mme Koumba née Delphine Bouanga. Prince Toba et Jordi Mitan occupent les postes de présidente, vice-président et trésorier. Ils ont pour mission de bien organiser ce parti à Mougali.

Prodiguant des conseils aux nouveaux membres élus, Guy Felix Manckoundia a déroulé la feuille de route du PCAP Mougali. « Le chef c'est celui qui écoute les autres. Le chef c'est ce cadre qui se sert en dernier. Il faut non seulement servir mais aussi écouter les camarades. Le PCAP est un parti du centre et Mougali est au centre de Brazzaville alors, vous pouvez imaginer la lourde responsabilité qui lui incombe. Notre pays traverse une crise sanitaire due à la Covid-19. Vous devez éduquer les militants », a-t-il signifié.

A en croire Guy Felix Manckoundia, cette opération de mise en place des instances intermédiaires du PCAP s'effectue simultanément dans plusieurs localités du Congo. Elle s'inscrit dans le cadre de l'application du statut et du règlement de cette formation politique du centre gauche.

Rude Ngoma

## FORMATION

## La SNPC facilite le travail au laboratoire de la Faculté des sciences de la santé

Le 21 août à Brazzaville, la Fondation de la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC) a fait un don de réactifs et autres intrants au laboratoire d'analyses médicales de cet établissement de l'Université Marien-Ngouabi en vue d'améliorer ses performances pour être à la hauteur des attentes.



Le recteur de l'université recevant un kit de matériel donné par la Fondation SNPC/DR

« Nous osons croire que ces réactifs et intrants facilitera le travail du laboratoire de la Faculté des sciences de la santé pour le bien-être de la population », a indiqué Marie-Joseph Letembet, secrétaire général de la Fondation SNPC lors de la remise du don.

Pour sa part, le doyen de ladite faculté, le Pr Honoré Ntsiba, a salué le geste en soulignant que le laboratoire avait déjà acquis des équipements mais les réactifs et autres intrants pour les calibrer et les faire fonctionner faisaient défaut. Le don fait par la fonda-

tion SNPC vient donc décompenser la situation. « Le laboratoire, devenu fonctionnel grâce à ses réactifs, servira de cadre pour les épreuves pratiques du 20ème concours d'agrégation de médecine et discipline associées qui se tiendra à Brazzaville en novembre », a-t-il précisé.

Le recteur de l'Université Marien-Ngouabi, le Pr Jean Rosaire Ibara, qui a réceptionné symboliquement le don, a fait savoir que celui-ci va contribuer à l'amélioration de la formation. Ainsi, la Faculté des sciences de la santé prendra pleinement sa place dans la chaîne de l'offre de santé dans le pays.

Rominique Makaya

**« Le laboratoire, devenu fonctionnel grâce à ses réactifs, servira de cadre pour les épreuves pratiques du 20<sup>e</sup> concours d'agrégation de médecine et discipline associées qui se tiendra à Brazzaville en novembre »,**

## LE FAIT DU JOUR

## De courte durée

Le séjour des militaires maliens dans les allées du pouvoir qu'ils viennent de ravir à son titulaire, le désormais ancien président, Ibrahim Bou-bacar Kéita dit IBK, sera sans doute de courte durée. Pour la simple raison que malgré l'onction populaire à leur entreprise, ils seront obligés de tenir compte des avis émis à l'extérieur du Mali et notamment par ses voisins de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest-CEDEAO-.

A l'unisson, ces voisins avec lesquels le Mali est lié par des échanges indispensables à la survie dans divers domaines, leur demandent de rétablir l'ordre constitutionnel et regagner les casernes où le rôle qui leur est assigné est de veiller à la sécurité du pays. Les

soldats putschistes sont de ce fait visiblement à l'étroit. Cette réalité n'empêche pas de penser que dans l'état actuel des rapports de force sur le terrain, batailler pour le retour au pouvoir du président déchu ne va pas sans poser un certain nombre de problèmes.

Non seulement le chef de l'Etat qui a déclaré peut-être sous la contrainte sa démission pourrait difficilement se (re)légitimer aux yeux de la population qui réclamait son départ depuis plusieurs mois, mais la frustration pourrait grandir dans les rangs de l'armée et déboucher sur des violences que IBK, sur le départ, a refusé formellement d'inscrire dans son agenda. Jusqu'à présent donc, malgré les circonstances rocambolesques de la fin de son régime, son honneur est sauf.

En règle générale quand un putsch qui a réussi sur le plan de son exécution échoue sur celui de l'exercice du pouvoir, les meneurs ont plusieurs attitudes qu'ils peuvent adopter. Prenons en deux : soit ils durcissent leur position et versent dans la chasse aux sorcières et les intimidations pour se rendre légitimes ; soit ils implorant une porte de sortie honorable pour ne pas perdre la face. Il est certain que la junte malienne est tentée par la dernière option.

Sa chance, si on peut parler ainsi, réside dans le fait que l'agitation antagonique à son avènement n'a pas cours dans le pays depuis la bruyante sortie des casernes de ses meneurs. Au contraire, ces derniers s'essayent à l'excitant exercice des bains de foule et prennent langue avec toutes les

forces politiques et sociales du pays. Même si elle se fait menaçante désormais, la CEDEAO qui était au chevet du Mali avant que les événements précipitent IBK, n'a pas abandonné ses bons offices.

Au plan intérieur, que ceux des acteurs maliens qui pensent profiter du vide institutionnel actuel pour se mettre en vedette se rappellent que le moment venu, le pouvoir d'Etat, les Maliens le remettront à un des leurs qui sortira des urnes. Qui sera sans doute aussi confronté à un certain nombre de problèmes demeurés insolubles depuis des décennies. Il devra alors se montrer à la hauteur s'il ne veut pas voir d'autres militaires « excédés » par la déconfiture de l'Etat refaire le coup de feu et invoquer « le salut » du Peuple.

Gankama N'Siah

## ELIMINATOIRES CAN 2022

## La double confrontation Congo-eSwatini fixée en novembre

Le nouveau programme des matchs comptant pour les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN), Cameroun 2022, a été présenté par la Confédération africaine de football (CAF). La rencontre Congo-eSwatini, en aller-retour, aura lieu entre le 9 et le 17 novembre prochain.

Après leur suspension en mars dernier à cause de la pandémie à coronavirus, les éliminatoires de la CAN, particulièrement les rencontres de la troisième et quatrième journée, vont reprendre en novembre.

Deuxième du groupe I derrière le Sénégal (6 pts), le Congo (3 pts) va livrer deux matchs avec le dernier de son groupe, l'eSwatini, le 9 novembre à Brazzaville puis le 17 novembre sur le terrain de l'eSwatini. Les matchs des cinquièmes et sixièmes journées, c'est-à-dire le derby retour avec le Sénégal à Brazzaville et le déplacement pour la Guinée Bissau, auront lieu entre le 22 et le 30 mars 2021.

Le Congo qui est bien parti pour obtenir son ticket pour la compétition finale au Cameroun devrait batailler dur pour conserver son avantage dans ces éliminatoires. « Nous avons là une grande occasion. Il faut agir avec beaucoup de professionnalisme, en mettant toutes les chances de notre côté. Nous devons être concentrés pour gagner ce match piège contre eSwatini. Si on fait un bon résultat chez nous, on ira à eSwatini pour peut-être chercher la qualification », indiquait le sélectionneur du Congo, Valdo Candido, lors d'une conférence de presse en mars. La qualification tant espérée pourrait aussi dépendre des résultats de la double

confrontation qui mettra aux prises le Sénégal à la Guinée Bissau (3 pts), dans la même période. Si le Sénégal gagne les deux matchs, il sera qualifié et le Congo aura de l'avance conséquente sur la Guinée-Bissau.

La Coupe d'Afrique des nations de football 2022 est la 33<sup>e</sup> édition. Le pays hôte, le Cameroun, reçoit pour la deuxième fois cette compétition, après l'édition de 1972, remportée par les Diabes rouges du Congo. Le déroulement de la CAN pour une deuxième fois au Cameroun est-t-il synonyme d'une deuxième consécration congolaise ? L'histoire nous édifiera.

Notons que par la même occasion la CAF a également dévoilé les dates des éliminatoires de la Coupe du monde Qatar 2022. La première et la deuxième journée se disputeront dans l'intervalle du 31 mai au 15 juin 2021. Du 30 août au 7 septembre de la même année, se dérouleront les rencontres de la troisième et quatrième journée tandis que du 4 au 12 octobre les équipes africaines vont s'opposer dans le cadre de deux dernières journées. La période du 8 au 16 novembre est réservée aux matchs de barrage. Dans cette course vers le mondial, le Congo est logé dans le groupe H en compagnie du Sénégal, de la Namibie et du Togo.

Rude Ngoma

## HANDBALL

## La CAHB prépare la reprise des compétitions

La Confédération Africaine de handball vient de mettre en place un groupe de travail dans le but de faciliter la reprise prochaine des activités.



Abo sport championne du Congo en 2019/Adiac

Après plusieurs mois d'arrêt d'activités dans les Fédérations nationales, consécutif à l'évolution de la pandémie à coronavirus, le handball africain va bientôt reprendre ses droits. Le coup d'envoi sera donné en novembre prochain avec le Championnat d'Afrique des clubs champions, qui aura lieu au Caire en Égypte.

Pour bien harmoniser cette reprise des activités en garantissant un environnement sanitaire sécurisé, des mesures appropriées devraient être mises en œuvre, une manière de protéger toutes les personnes impliquées. A cet effet, il a été mis en place un groupe de travail composé de médecins assermentés, des membres de la CAHB et autres spécialistes dont la mission est de dresser un protocole sanitaire efficace et

strict, en vue du bon déroulement des activités sportives de handball.

Le guide sanitaire en cours d'élaboration sera soumis très prochainement à l'appréciation du comité exécutif de la CAHB, qui se réunira par visioconférence ce 26 août 2020. Ce document comportera des recommandations drastiques pour la protection des acteurs du Handball.

En République du Congo, la saison sportive 2019-2020 a durement subi les effets de la pandémie à coronavirus puisqu'aucune compétition fédérale ou départementale a été organisée. D'ailleurs, la décision gouvernementale interdisant la pratique de sport à cause de la Covid-19 a été prise à environ une semaine du début du championnat de la ligue de Brazzaville.

R.Ng.

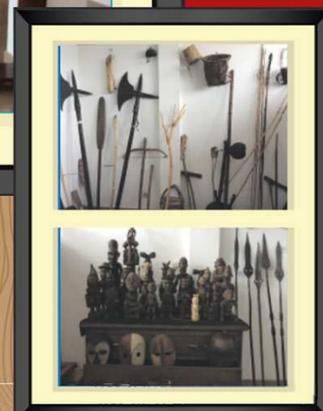
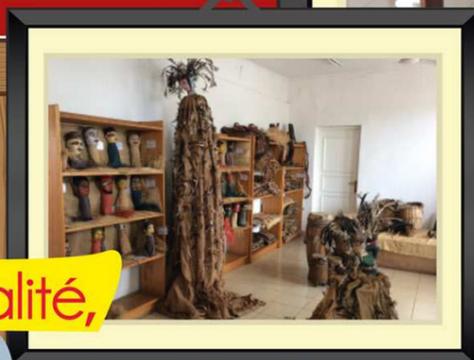
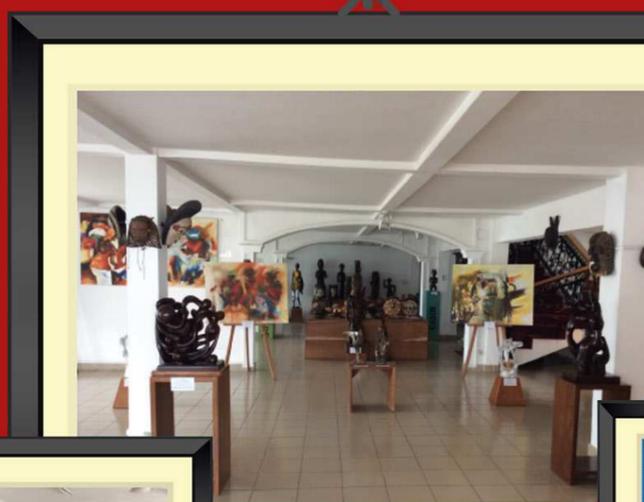
## VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI  
à VENDREDI (9h-17h)  
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE

Musée  
du Bassin du Congogalerie CONGO  
ARTS ET EXPRESSIONS

L'art dans sa **Généralité,**  
de la **Tradition**  
à la **Modernité**

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou Nguesso**  
immeuble les manguiers (Mpila )  
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

## VIE ASSOCIATIVE

## Le GRT entend permettre aux jeunes de devenir acteurs de leur avenir

L'annonce a été faite par David Mavoungou, président du Grand rassemblement pour la terre (GRT), lors d'un entretien accordé aux Dépêches de Brazzaville, le 21 août, à Pointe-Noire.

Créé il y a de cela une année, le GRT est une association à but non lucratif qui contribue au développement du pays. Cette association a pour vocation de mener des projets non seulement humanitaires mais aussi ceux relatifs au développement durable. À travers son programme de maraîchage nommé «vasière-ville bio», le GRT a permis à de nombreux jeunes vivant dans la ville de Pointe-Noire de se prendre en charge. L'objectif de cette activité est le curage répété de tous les cours d'eau desservant la ville océane tout en faisant des 25 m réservés à l'Etat une terre agricole.

Au cours de l'entretien, le

président du GRT a signifié que son association entendait insérer toute cette jeunesse dans le cadre de l'emploi bleu et vert qui est un projet de développement durable avec comme activités le reboisement, la pisciculture, l'agriculture, l'élevage et le recyclage des produits bio.

Composé de douze mille jeunes, le GRT a déjà mené plusieurs activités au bénéfice des jeunes, notamment les réunions de prise de contact, les colloques, le planting d'arbres dans les écoles, la conscientisation des jeunes et bien d'autres. « *Le GRT est là aussi pour redorer le blason de la jeunesse de la zone rouge,*



David Mavoungou / crédit photo Adiac

une zone jugée sensible par les autorités locales de par sa vulnérabilité. Cette zone inclut les quartiers de Djeno, Ngoyo, Tchimbambouka, Mpaka, Voungou, Mbota Rock et Bissongo, Loussala, Vindoulou, Movis, Nanga, Louessi et Ngouambochi. Et

à travers notre programme, ces jeunes sont bénéficiaires d'un projet dont l'objectif est de se prendre en charge », a dit David Mavoungou.

Aujourd'hui, le constat fait est que plusieurs jeunes diplômés sont au chômage, cela tient souvent à l'inadéquation

entre leurs compétences et les attentes des employeurs. Le GRT donne la possibilité à ces jeunes de contourner ce fait en se tournant vers l'entrepreneuriat afin de créer eux-mêmes l'emploi de leur rêve. Le grand rassemblement pour la terre a pour objectif d'œuvrer pour la protection de l'environnement et la conscientisation de la jeunesse. Cette association soutient et vulgarise la vision environnementale du gouvernement. Elle vit de dons et de legs et l'adhésion se fait gratuitement. Voulant être une association d'utilité publique susceptible d'accompagner le gouvernement dans sa mission d'alléger les souffrances de la population, le président du GRT a demandé aux autorités locales de soutenir son association afin de lui permettre de bien mener son programme.

Hugues Prosper Mabonzo

## HUMEUR

## Les jeux de hasard paralysent les administrations !

Les jeux de hasard ont quitté leurs lieux habituels pour s'introduire dans certaines administrations publiques et privées. Des agents de tel ou tel service dans des administrations se livrent aux jeux de hasard aux heures de travail dans les bureaux. Ce fait participe en grande partie à la faible rentabilité de certains services.

En agissant ainsi, les fidèles de ces jeux ont transformé leurs bureaux en salles de jeux. Cela se passe au su et au vu d'autres agents. Ils abandonnent du coup leur travail. La chose ne s'arrête pas là, car ces « fonctionnaires-joueurs » ou ces « employés-joueurs » prennent de gros risques en transformant leurs bureaux en mini-pièces où sont placés pêle-mêle dans les tiroirs et sur le sol de la paperasse ou des tickets de ces jeux.

Il est devenu comme une coutume de voir dans une administration publique ou privée des gens jouer à ces jeux en groupe de trois ou de six. Ils pensent qu'en jouant en équipes, ils ont la forte probabilité de maximiser leurs chances de gain. « Cope eleki salaire », c'est leur célèbre phrase qui veut littéralement dire : le gain des petits boulots parallèles vaut mieux que le salaire. C'est triste, car en le faisant ils scient par là-même la branche sur laquelle ils sont assis. En d'autres termes, ils détruisent à petit feu l'administration en causant un sérieux préjudice à celle-ci.

Ce qui revient à dire que de gros sacs que certains travailleurs triment tous les jours dans des services ne sont pas que remplis des dossiers du boulot mais aussi de paperasse et d'autres supports des jeux aléatoires. Une affaire s'est passée à peine deux semaines dans une administration que nous taisons le nom : un chef de service d'une administration s'est rendu compte qu'il a confondu son sac du boulot avec celui qui contient des supports de jeux de hasard quand il a voulu recevoir la première personne venue pour solliciter un service public. L'affaire s'est répandue dans toute l'administration. Il était obligé d'abandonner son bureau toute la journée puisqu'il était devenu l'objet de moquerie pour les autres.

Ce qui revient à dire que tout le personnel présent au service aux heures de travail n'exécute toujours pas la tâche dont il est appelé à faire. Nombreux ont pris l'habitude de s'enfermer dans leur bureau pour se livrer aux sollicitations hors services. Très malins, certains d'entre eux jouent au jeu de cache-cache quand ils voient s'approcher de leurs bureaux un supérieur hiérarchique. Ils font sortir soit des chemises administratives soit des parafeurs. Or, quelques secondes avant l'arrivée du supérieur hiérarchie, c'étaient des supports des jeux de hasard qui étaient sur leur bureau.

Il n'est pas interdit au personnel d'une administration de se livrer aux jeux de hasard, mais le mieux serait de le faire hors travail. Ces jeux peuvent bloquer la bonne marche de l'administration si des mesures disciplinaires ne sont pas prises. Suivez mon regard !

Faustin Akono

## TRANSPORT EN COMMUN

## Le phénomène de taxis-motos prend de l'ampleur

Un parking de taxis-motos s'est formé, depuis quelques mois, à l'entrée du poste de péage de Mengo au Kouilou sur la nationale 1. Ces motos-taxis transportent les passagers entre les différents villages qui se trouvent sur le tronçon routier Pointe-Noire-Dolisie.



Un parking de taxis-motos/DR

« Nous sommes organisés en association, notre travail consiste à transporter chaque jour des passagers entre Pointe-Noire et l'ensemble des villages situés avant Dolisie ou jusqu'à Dolisie. Le coût du transport varie entre 500 FCFA à 10000 FCFA selon la distance à effectuer », a signifié Juste Alain Ngoma un conduc-

teur de taxi-moto. Pour Albertine Pambou, l'usage des taxis-motos réduit le temps d'attente au point de départ par rapport aux véhicules qui doivent attendre parfois longtemps jusqu'à l'obtention d'un nombre plus élevé de passagers et de colis avant de démarrer.

Pointe-Noire est séparée d'environ 160 km de Dolisie. Soulignons que ces conducteurs de

taxis-motos et leurs passagers n'obéissent à aucune mesure élémentaire de sécurité et de santé, notamment le port du casque de sécurité et surtout la distanciation physique exigée en cette période de lutte contre la covid-19. Dans certains cas, on observe sur une moto-taxi trois personnes y compris son conducteur.

Séverin

## LEKOUMOU

## Le Premier ministre échange avec les jeunes sur l'emploi

Frappés par le chômage, les jeunes de ce département de la Lekoumou ont soumis leurs préoccupations au chef du gouvernement, Clément Mouamba, qui a apporté des réponses laissant entrevoir une lueur d'espoir.



Echange entre le Premier ministre et la population

Un débat ouvert a mis face-à-face le Premier ministre, quelques membres du gouvernement qui l'accompagnent avec les jeunes, sages, élus locaux toutes obédiences politiques confondues du district de Komono dans le département de la Lekoumou, le 20 août... A l'ordre du jour, l'emploi des jeunes, l'état des routes, l'eau, l'électricité, la santé. «*Je suis venu écouter vos préoccupations sur un certain nombre de sujets liés à la vie de la nation*», a déclaré le chef gouvernement, Clément Mouamba, pour lancer le débat ponctué d'une série de questions-réponses.

Sur l'emploi des jeunes qui a connu un coup fatal avec les aléas liés à la pandémie de Covid-19, le ministre

en charge de la Formation professionnelle et qualifiante, Antoine Nicéphore Fylla de Saint Eudes, a indiqué que pour contenir la situation, le gouvernement a prévu la création des Centres d'éducation, de formation et d'apprentissage sur les métiers des mines et de l'artisanat à Komono et à Bambama. Pour sa part, le ministre de l'Energie et de l'Hydraulique, Serge Blaise Zoniaba, est revenu sur la réparation des fontaines publiques qui est en cours à Bambama pour l'approvisionnement en eau potable. Par ailleurs, la ministre de l'Economie forestière, Rosalie Matondo, a assuré de la disponibilité des fonds d'indemnisation de deux propriétaires des champs détruits par les

éléphants.

Par ailleurs, la population a évoqué le besoin urgent de médecins au centre de santé intégré de la localité qui en manque avant de revenir sur les sociétés asiatiques qui exploitent le bois à Bambama sans respecter le cahier des charges qui prévoit, entre autres, la réhabilitation des routes. Rien n'est fait dans ce sens.

En attendant une solution définitive sur la fourniture l'électricité, Clément Mouamba a offert au district de Bambama un groupe électrogène d'une capacité de 350KVA. Ainsi en cinquante-sept ans, ce district aura sa première ampoule allumée.

Rominique Makaya

## FOOTBALL

## Les Congolais de ligue 2 entrent en piste

De retour en Ligue 2 après 24 d'absence, Dunkerque ira défier le Toulouse FC, relégué de Ligue 1. Ironie du sort, en mai 1996, c'est en s'inclinant au Stadium que les Nordistes avaient été condamnés à la descente en 3e division.

Homme de base du milieu nordiste la saison dernière (24 titularisation sur 25 journées disputées), le natif de Brazzaville devra faire face à la concurrence cette saison (Kerrouche, Pierre). Ce soir, il devrait ainsi débiter sur le banc. En L2, il ne débarque en tous cas pas totalement en terrain inconnu, puisqu'avec Troyes, son club formateur, il avait pris part à 9 matches lors de la saison 2016-2017 (2 titularisations, 308 minutes de jeu).

Le Red Star, privé de Pythocles Bazolo (facture orbital), recevra le SC Bastia.

Bevic Moussiti Oko devrait être titulaire à la pointe de l'attaque de l'AC Ajaccio, qui débute par la réception de Châteauroux.

Déplacement difficile pour Caen, attendu à Clermont. Prince Oniangue et Kélian Nsona sont pressentis comme titulaires, alors que Jason Ngouabi et Alexandre Beka Beka devraient prendre place sur le banc. Herman Moussaki n'est pas dans le groupe.

Chris-Vianney Goteni n'est pas convoqué dans le groupe grenoblois qui va défier Rodez.

Nancy voyage à Amiens sans Warren Bondo et Mons Basouamina, non retenus.

Morgan Poaty ne figure pas dans la liste des joueurs guingampais convoqués pour la réception de Niort. Il ne croisera donc pas, sur le terrain, son ami Bryan Passi, axial gauche de la défense des Chamois.

Lundi soir, Troyes (Saint-Louis) accueillera Le Havre (Mayembo, Mbemba et Dzabana).

**National 1, 1<sup>re</sup> journée**

Score fleuve entre Annecy et Le Mans (3-3). Durel Avou-nou, titulaire, et ses partenaires ont connu une entame de match cauchemardesque puisque les Savoyards menaient 2-0 après 11 minutes de jeu. En quatre minutes, entre les 42<sup>e</sup> et 45<sup>e</sup>, les Manceaux vont reprendre l'avantage (2-3), avant de voir le promu égaliser à la 70<sup>e</sup>. Un partage des points justifié au vu du scénario rocambolesque de cette rencontre. Boulogne-sur-Mer débute par une victoire à l'extérieur, à Quevilly (0-1). Remplaçant, Cédric Odzoumo est entré à la 62<sup>e</sup>. Sans Fred Dembi (adducteurs), Cholet est tenu en échec par Bourg-Péronnas (0-0).

Le Red Star, privé de Pythocles Bazolo (facture orbital), recevra le SC Bastia.

Camille Delourme

## RÉFLEXION

## Faut-il réécrire l'Histoire ?

Cette question pour le moins délicate, sensible, se pose de façon manifeste aujourd'hui alors que la commémoration des événements qui ont marqué les siècles précédents se multiplie sur les cinq continents avec l'ampleur inégalée que leur procurent les nouvelles technologies de la communication et les réseaux sociaux qui en usent abondamment.

Elle se pose en réalité de plus en plus clairement et sous les formes les plus diverses dans le débat public comme en témoignent en Europe les cérémonies qui commémorent les grandes dates des deux guerres mondiales et les questions qui les accompagnent, comme en témoigne aussi aux Etats-Unis le rappel des différentes étapes de la fin de l'esclavage et du suprématisme blanc, comme en témoigne en Afrique la célébration de la décolonisation et de l'accession des Etats à l'indépen-

dance, comme en témoigne en Russie le débat qui se précise concernant les déviations mortelles du stalinisme et notamment la création des « goulags » où périrent des millions d'êtres humains comme ce fut le cas en Allemagne avec les « camps de la mort », comme en témoignent en Asie le renversement des rapports de force en faveur de la Chine et la relance de la mythique Route de la soie.

D'où l'interrogation qui en découle : faut-il réécrire l'Histoire ? Et cette réponse qui, selon nous, s'impose aujourd'hui et s'imposera de plus en plus dans le débat international en raison du rééquilibrage planétaire des relations entre les grandes puissances que génère l'abolition du temps et de l'espace provoquée par la mondialisation : oui le temps est venu sinon de réécrire l'Histoire, du moins d'en préciser les contours, d'en étudier les conséquences de

façon objective et, surtout, d'en tirer les leçons pour le temps présent comme pour les temps à venir sans mettre la tête dans le sable comme le fait l'autruche de la fable qui refuse de regarder la vérité en face.

Le problème qui se pose dans ce contexte n'est pas de remonter dans le passé pour établir la vérité car l'essentiel des quêtes historiques qui permettaient de rétablir la vérité sur les grands événements passés a été effectué par les historiens des cinq continents tout au long des dernières décennies. Il résulte, pour l'heure, du refus plus ou moins affiché des autorités présentes d'admettre les conséquences sur le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui et donc de prendre les décisions qui permettraient d'en corriger plus ou moins les effets négatifs.

Pour ne citer que cet exemple, si l'Europe, les Etats-Unis, le Monde

arabe reconnaissent enfin les conséquences désastreuses qu'ont eues pour l'Afrique l'esclavage, la traite négrière, la colonisation, l'exploitation anarchique des ressources naturelles du continent pendant près de cinq siècles et s'employaient d'une façon ou d'une autre à en réparer les dégâts, les relations internationales prendraient certainement une tout autre allure. Mais encore faudrait-il pour cela que ces nations prennent conscience de leurs responsabilités dans les problèmes que les peuples africains doivent aujourd'hui résoudre et dont elles sont pour une large part responsables.

Visiblement nous en sommes encore loin comme le montrent les conséquences désastreuses de la crise qui dévaste aujourd'hui la Libye, le Sahel et qui menace désormais une grande partie de l'Afrique sub-saharienne.

Jean-Paul Pigasse